អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា
Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia
Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ
Kingdom of Cambodia
Nation Religion King
Royaume du Cambodge
Nation Religion Roi

អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង
Trial Chamber
Chambre de première instance

ឯកសារដើម
ORIGINAL/ORIGINAL
ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 16-May-2013, 13:45
CMS/CFO: Sann Rada

TRANSCRIPTION - PROCÈS
PUBLIC

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/CPI

8 mai 2013
Journée d'audience n° 178

Devant les juges :
NIL Nonn, Président
YA Sokhan
Silvia CARTWRIGHT
Jean-Marc LAVERGNE
YOU Ottara
THOU Mony (suppléant)
Claudia FENZ (suppléante)

Pour la Chambre de première instance :
DUCH Phary
Miriam MAFESSANTI
SE Kolvuthy

Pour le Bureau des co-procureurs :
VENG Huot
Tarik ABDULHAK
Keith RAYNOR
CHAN Dararasmey

Pour la Section de l'administration judiciaire :
UCH Arun
SOUR Sotheavy

Les accusés :
NUON Chea
KHIEU Samphan

Pour les accusés :
SON Arun
Victor KOPPE
KONG Sam Onn
Anta GUISSÉ

Pour les parties civiles :
PICH Ang
Elisabeth SIMONNEAU-FORT
LOR Chunthy
SAM Sokong
MOCH Sovannary
Christine MARTINEAU
SIN Soworn
VEN Pov

TABLE DES MATIÈRES

M. PHILIP SHORT (TCE-65)

Interrogatoire par M. Abdulhak (suite)..... page 1

Interrogatoire par Me Moch Sovannary ..... page 40

Interrogatoire par Me Martineau..... page 62

Interrogatoire par Me Koppe..... page 77

Tableau des intervenants

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
M. ABDULHAK	Anglais
Me KOPPE	Anglais
Me MARTINEAU	Français
Me MOCH SOVANNARY	Khmer
M. le juge Président NIL NONN	Khmer
Me PICH ANG	Khmer
M. SHORT (TCE-65)	Anglais

PROCÈS-VERBAL

(Début de l'audience: 09h02)

M. LE PRÉSIDENT:

Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte.

L'Accusation peut à présent continuer à interroger l'expert.

INTERROGATOIRE

PAR M. ABDULHAK:

Merci, Monsieur le Président. Bonjour, Mesdames, Messieurs les juges, Maîtres, et bonjour à vous, Monsieur Philip Short.

Comme l'a dit hier le Président, il s'agit ici de la dernière étape de mon interrogatoire. Dans environ une heure et demie, je vais laisser la parole à mes confrères qui représentent la Partie civile.

Reprenons le fil de l'interrogatoire. Hier, nous examinions le procès-verbal d'une réunion du Comité permanent, document E3/232. Nous avons examiné les rapports présentés par trois secrétaires de secteur concernant les événements de leurs régions respectives, et l'on a parlé de la nature de ces rapports et d'autres rapports.

[09.04.53]

Revenons quelque peu en arrière. Pour ce qui est de la liste des participants, vous avez dit que le secrétaire c'était Pol Pot, le secrétaire adjoint, Pol Pot (phon.)… le secrétaire adjoint, Nuon Chea [se reprend l'interprète] et que Hem était Khieu Samphan. C'est-ce que vous avez dit.

Q. Selon vous, pourquoi Khieu Samphan devait-il être présent?

M. SHORT:

R. Khieu Samphan n'était pas membre du Comité permanent, je crois qu'il est bon de le souligner. Mais il a assisté à la plupart des réunions du Comité permanent. Son nom se retrouve dans les procès-verbaux. Pourquoi? Parce qu'il occupait une position spéciale. Il était au cœur du pouvoir, même s'il n'appartenait pas à ce Centre. C'était une position inhabituelle, mais une position que souhaitait Pol Pot.

L'on peut émettre une hypothèse - je pense l'avoir déjà dit - selon quoi Pol Pot considérait Khieu Samphan comme quelqu'un qui était susceptible au fil du temps d'assumer plus de fonctions de direction. C'est une hypothèse.

[09.06.37]

Cela dit, cela ne s'est pas produit pour différentes raisons et notamment parce que Khieu Samphan n'était pas un leader. C'était quelqu'un de très utile pour le cercle dirigeant, mais qui, d'après Pol Pot, ne possédait pas les qualités lui permettant de devenir le chef ou un haut dirigeant.

Q. Merci.

En ce qui concerne les rapports et les télégrammes, nous vous avons envoyé des rapports qui étaient un échantillon représentatif comportant environ 15 documents. Bien sûr, on ne pourra pas les passer en revue, mais avez-vous pu prendre connaissance de ces documents?

R. Oui, j'ai lu tous les documents que vous m'avez envoyés.
Q. Sans examiner chacun des rapports, j'aimerais avoir votre avis d'expert. Est-ce que ces documents concordent avec d'autres documents?
C'est un échantillon, vous avez dit avoir examiné différents rapports et télégrammes, hier. Est-ce que cela concorde avec les rapports du point de vue de l'information communiquée?
[09.08.40]
R. Oui.
Q. À présent, je vais revenir à l'évolution des purges décrites dans votre livre, les événements de 76 et 77. Ici, il faudra aller relativement vite, je n'ai pas le temps de lire tous les passages pertinents de votre livre. Mais il y a un autre événement significatif dont vous traitez, il s'agit d'une explosion qui a eu lieu devant le Palais royal, ainsi que des événements qui ont suivi, à commencer par l'arrestation de plusieurs soldats et l'arrestation de Chan Chakrey et ensuite celle de Chhouk. Quelle importance accordez-vous à ces événements?
R. Pour être très concis, cela constituait une nouvelle étape dans l'évolution de ce qu'on ne peut qu'appeler l'état d'esprit paranoïaque de la direction du PCK. Un événement se produisait, il déclenchait des soupçons dans tous les sens, en l'occurrence vers la zone Est, Chan Chakrey et Chhouk, et cela a donné lieu à l'arrestation de ces gens, mais également de tous ceux qui leur

étaient liés dans un cercle très large. Ça a été quelque chose de récurrent par la suite.

Q. Concernant Chakrey, je ne vais pas parler des arrestations de certaines personnes, je mentionnerai seulement une ou deux personnes pour illustrer l'évolution de cette politique.

Je vais citer un extrait du livre de Khieu Samphan, le livre de 2007, dont nous vous avons envoyé un exemplaire… ou, plutôt, un exemplaire du chapitre 5, qui existe dans trois langues.

[09.11.14]

Page 53. Je donne les ERN: E3/16; ERN en khmer: 00380444; en français: 00643877 et pages suivantes; et, en anglais: 00498272.

Khieu Samphan parle de l'arrestation de Chan Chakrey et des circonstances de cet événement, voici ce qu'il dit:

"En ce qui concerne Chakrey, Pol Pot ne lui faisait pas confiance depuis longtemps. Par exemple, à la réunion du 9 octobre du Comité permanent, en 75, il a remarqué que, même si la division de Koy Thuon était forte, l'éducation politique des combattants n'était pas très approfondie, et Chakrey lui-même était nouveau, et il avait eu son poste à cause du Vietnam. Nous devons le suivre de près. Je trouve, que quand Pol Pot a dit cela devant le Comité permanent, il a fait preuve de responsabilité. Il ne l'a pas fait par haine pour Chakrey, pour une histoire quelconque. Il s'est exprimé comme secrétaire du Parti, qui avait suivi Chakrey depuis très longtemps."

Ce qui m'intéresse, c'est l'emploi du mot "responsable". Khieu

Samphan dit que cela a été un discours responsable après une longue surveillance. Que pensez-vous du traitement réservé à Chakrey?

[09.13.29]

R. Je vais répondre à votre question, mais cette phrase, cette expression me fait penser à une chose: pourquoi Khieu Samphan a-t-il écrit cela? Est-ce parce qu'il pensait que c'était un discours responsable?

Autrement dit, peut-être que Khieu Samphan pensait qu'effectivement Chakrey et d'autres avaient ourdi un complot ou bien est-ce que c'est ce qu'il veut présenter pour justifier les purges?

Quand j'en ai parlé avec Ieng Sary, celui-ci, en gros, m'a dit que Pol Pot était extrêmement soupçonneux, même s'il n'a pas employé le terme de "paranoïa". Et Ieng Sary a dit que la plupart de ces complots étaient le fruit de son imagination. Et je suppose que quelqu'un comme Khieu Samphan a pu tirer des conclusions semblables. Constater qu'il écrit qu'il y avait une justification à ce type de purge suscite certaines questions. On peut se demander pourquoi il pensait cela, pourquoi il a dit cela. Je n'ai pas la réponse.

Q. J'ai une question évidente à poser, mais pensez-vous qu'il s'agissait d'un discours responsable par rapport à cette surveillance et par rapport à ces soupçons?

[09.15.10]

R. Il ne fait aucun doute, je pense, que Pol Pot soupçonnait Chakrey. Est-ce que ses soupçons étaient justifiés? Ça, c'est autre chose. On pourrait penser que quelqu'un comme Khieu Samphan, tout comme Ieng Sary, avait son propre point de vue quant à la justification éventuelle.

Ce qu'écrit Khieu Samphan, eh bien, oui, cela a du sens, car toute la direction de la zone Est avait été soupçonnée à cause de ses liens étroits les unissant avec le Vietnam et suite à l'influence des Anciens Khmers Vietminh.

Donc, c'était un discours responsable dans le sens où Pol Pot les soupçonnait vraiment. Est-ce que cela était vraiment justifié? Ça, c'est une question absolument différente.

Q. Je passe à autre chose. Peut-être reviendrons-nous là-dessus. Avançons dans le temps.

Votre livre soulève aussi ce que vous décrivez comme la détérioration des relations avec le Vietnam. Vous parlez de négociations au sujet des frontières en 76. Il y a des débats du Comité permanent à ce sujet.

[09.16.36]

Il y a un passage qui pourrait être lié à cette vision selon quoi les Vietnamiens ourdissent une conspiration.

Je donne les ERN du livre: en anglais: 00396564; et, en français: 00639922. C'est en bas de la page, en anglais.

Vous dites qu'un sommet prévu entre les deux pays a été reporté. Ensuite, voici ce que vous écrivez:

"En public, les Cambodgiens ont redoublé de manifestations d'amitié. En privé, la confiance a chuté. Même avant la réunion, le Comité permanent craignait la possibilité d'une tentative d'assassinat au cas où le sommet aurait lieu. Une idée grotesque, mais qui reflétait bien la paranoïa grandissante de la direction cambodgienne."

Pourriez-vous préciser pourquoi à votre avis cette idée était grotesque?

R. Peut-être que je me trompe, mais je ne peux pas imaginer un cas de figure dans lequel un pays aurait invité le chef d'État d'un pays voisin ou d'un autre pays à un sommet pour en même temps organiser l'assassinat de ce dirigeant. Je ne pense pas que cela se soit jamais produit, et ce, pour des raisons bien évidentes, car cela jetterait l'opprobre sur l'État hôte à un point tel qu'il doit y avoir de bien meilleures manières d'essayer de faire face à ce type de problème.

[09.18.54]

Q. Concernant le contexte, vous avez parlé de l'incursion en territoire vietnamien des troupes cambodgiennes en 77. Nous n'allons pas en parler directement, mais simplement à des fins de contexte. Dans ce chapitre, vous abordez également la manière dont le régime a appliqué sa politique envers les ennemis et en particulier par le biais de S-21.

Nous n'allons pas passer beaucoup de temps sur S-21, mais je vais lire quelques passages dans lesquels vous décrivez ce que vous

pensez être la mission de ce centre.
Pages 364 et 365. Je donne les ERN: en français: 00639932 et pages suivantes; en anglais: 00396572 et suivantes.
Vous traitez de la période 76-77, je cite:
"Rien n'illustrait mieux l'horreur du régime de Pol que S-21 et les institutions provinciales qui lui étaient liées. Non pas pour ce qu'ils étaient, tous les régimes totalitaires torturent et éliminent leurs opposants, mais parce qu'ils incarnaient sous sa forme la plus pure une doctrine d'extermination."
À la page suivante, en haut, après avoir évoqué des atrocités et des événements tragiques d'autres pays, voici ce que vous écrivez:
[09.21.06]
"Cependant, S-21 était différent d'une manière qui le différenciait des autres institutions de ce type. Les camps de la mort de la Russie stalinienne, de l'Allemagne nazie, de pays comme l'Argentine, l'Indonésie et l'Irak étaient des aberrations monstrueuses, l'émanation de la face obscure de sociétés, qui, à d'autres égards, paraissaient plus ou moins normales et où ceux qui n'étaient pas condamnés à vivre dans l'univers concentrationnaire jouissaient de certaines libertés fondamentales. Tuol Sleng n'avait rien d'une aberration. C'était au contraire l'apogée, la distillation, le reflet concentré de l'État esclavagiste que Pol avait créé."
Commençons par cette dernière partie. Pourquoi considérez-vous

que S-21 constituait l'apogée et le reflet concentré de l'État esclavagiste?
R. Parce que dans la vision contre-utopique du PCK les libertés étaient associées à l'individualité et étaient réprimées dans tout le pays. L'endroit où les libertés étaient le plus réprimées, y compris la liberté de vivre, c'était Tuol Sleng. Dans ce sens, c'était l'apogée, le sommet de cette pyramide. Cela dit, cela n'était pas unique. Il y a un parallèle net avec les prisons françaises en Algérie. Cela ne relève pas du tribunal, certes, mais la France est l'un des pays qui financent et soutiennent ce tribunal, or, en France, personne n'a jamais été traduit en justice pour des infractions qui sont exactement semblables à celles commises à Tuol Sleng.
[09.23.29]
Q. Revenons à ce que vous pensez de S-21. Vous dites que, ce qui distingue Tuol Sleng d'autres opérations dans d'autres pays, c'est que ce n'était pas une aberration mais bien l'apogée. Vous dites aussi, cependant, dans la première partie que j'ai lue, qu'"avec les institutions provinciales, cela illustrait toute l'horreur du régime". Vous parlez des institutions qui étaient associées à S-21. Qu'entendez-vous par là?
R. Je parlais principalement des prisons de district. Dans chaque district du Cambodge, il y avait une prison qui relevait de la responsabilité du chef de district.
Les contrevenants… ou, plutôt, ceux dont la loyauté et la

fiabilité étaient jugées douteuses étaient envoyés des coopératives aux prisons de district si leur cas était assez sérieux.

Et, si leur cas était assez sérieux, ils étaient envoyés à S-21. Dans la plupart des cas, les gens envoyés à S-21 étaient des gens qui exerçaient des responsabilités dans le cadre du régime. Les paysans ordinaires, qui étaient considérés comme sans valeur, étaient tués sur place. Ceux qui devaient être interrogés étaient amenés à S-21.

[09.25.28]

Q. Parlons du recours aux aveux et de l'élaboration de certaines théories. Il y a dans votre livre des passages intéressants à ce sujet. Vous y avez déjà fait allusion dans un cas.

Laissez-moi lire le passage pertinent pour fixer le contexte. Pages 359 et 360. En anglais: 00396567 et suivantes; et, en français: 00639927 et suivantes.

Vous décrivez l'arrestation de Ney Sarann et Keo Meas durant le deuxième semestre de 76. Vous dites qu'ils ont été accusés d'avoir conspiré pour créer un nouveau parti des travailleurs kampuchéens soutenu par les Vietnamiens. Vous dites que, selon vous, aucun parti de ce genre n'a jamais existé et que Pol Pot le savait bien.

À la page suivante, je vais lire un extrait:

"Finalement, le régime prétendit avoir obtenu la preuve documentaire, autrement dit des aveux extorqués sous la torture,

de six attentats manqués contre Pol, pas moins. Bien des années plus tard, Ieng Sary admit que rien de tout cela n'était vrai. Il n'y a pas eu de tentative de coup d'État, reconnut-il. Tout cela a été très exagéré. Dans l'esprit de Pol, il s'agissait d'incidents graves. En fait, ce n'était qu'un prétexte, un prétexte à accentuer la répression."

[09.27.30]

Un peu plus bas, vous écrivez ceci:

"Bref, les modérés étaient des traîtres."

Selon vous, ces "preuves documentaires", comme vous les appelez entre guillemets, comment peuvent-elles être décrites?

R. C'était une justification après coup. L'Angkar et le PCK avaient toujours raison; ils ne pouvaient pas se tromper. Et donc, pour prouver qu'il avait raison, des aveux devaient être extorqués, lesquels prouvaient aux cadres de haut niveau, auxquels parfois les aveux étaient lus à voix haute à des sessions d'étude… prouvaient donc que l'Angkar avait eu raison. Il y a une vraie question qui se pose. Il faut se demander dans quelle mesure et de quelle manière les hauts dirigeants et des gens comme Duch accordaient une foi quelconque dans ces aveux qui avaient été extorqués. Et je ne peux pas donner d'avis là-dessus.

Q. Avant d'en terminer sur la question des aveux, j'aimerais citer quelques autres passages.

À la page 358, vous dites que selon vous les aveux avaient peu de valeur intrinsèque et que Pol Pot n'était pas fou au point

d'accorder une quelconque crédibilité à des aveux obtenus sous la torture.

[09.29.39]

Dans le livre de Khieu Samphan, il est fait mention de ces passages de votre livre. C'est le document E3/16.

Il y a deux paragraphes pertinents que je vais lire.

Le premier se trouve à la page suivante, en khmer: 00380445; en français: 00643878 et 79; et, en anglais: 00498273.

Voici ce qu'il écrit – il est ici question de David Short, c'est probablement Philip Short –, voyons si je peux vous donner la page. Avez-vous retrouvé cette page? Page 54 de la traduction anglaise.

Je cite:

"Je suis enclin à être d'accord avec Philip Short, qui a écrit que Pol Pot n'était pas idiot au point de croire que tout ce… de croire tout ce qui était raconté dans les documents obtenus sous la torture. Cependant, apparemment, Short a un peu exagéré en disant que le rôle de S-21 et des aveux recueillis dans cette prison n'étaient pas de produire des informations mais de donner les preuves de trahison dont les dirigeants avaient besoin pour arrêter ceux qui devaient être arrêtés.

D'après ce que j'ai cru comprendre, la méthode de Pol Pot, quel que soit le problème en question, était de rassembler un maximum de documents pour les analyser avant de prendre une décision. Il avait même compilé un document intitulé 'La méthode de gestion et

de travail, conformément au principe d'analyse 3-7-8, pour éduquer les combattants et les cadres de tout niveau'".

[09.32.07]

Je m'arrête là pour vous demander quel est votre avis sur ce descriptif ou cette façon de caractériser votre manière de décrire ces aveux et le rôle qu'ils jouaient.

R. Je ne remets pas en question ce que Khieu Samphan a écrit. J'étais de l'avis que la finalité essentielle était de justifier. Alors, il se peut que Pol Pot s'intéressait également au contenu et en "tire" quelques informations, c'est tout à fait possible. Mais je dirais deux choses.

Premièrement, au sein du Ministère des affaires étrangères, la règle était que, à moins d'être mentionné trois fois dans des aveux, on n'était pas arrêté. Mais, après un certain temps, on avait tellement… les aveux étaient tellement nombreux qu'il fallait cinq dénonciations avant d'être soupçonné.

En parlant de Moeun, on disait que, même si elle était… la femme de Moeun (sic), même si elle était dénoncée huit fois, elle serait probablement innocente. Donc, c'est aussi un reflet sur l'importance qu'on accordait à ces aveux.

Q. Lors de vos interviews avec Khieu Samphan, avez-vous pu aborder ces thèmes?

Par exemple, avez-vous parlé de ce qu'il savait des méthodes utilisées par Pol Pot pour enquêter sur les cadres?

[09.34.07]

R. Alors, il y a un seul point qu'il aborde ici dans son texte, dont nous avons parlé et que je peux confirmer, c'est que Pol Pot obtenait le maximum d'informations avant d'annoncer sa décision. Il semblerait que c'était sa méthode.

Q. Il y a un deuxième paragraphe que je voudrais vous lire. Les ERN, en khmer: 00380453 à 55; en français: 00643882 à 83; et, en anglais: 00498277 à 78, en anglais.

Au point 3 - je vais vous donner le numéro de page en anglais: page 58, en bas de la page, en anglais, je cite:

"Comme on a déjà vu, l'ingérence concrète des Vietnamiens au fur et à mesure, comme il a été mentionné plus haut, maintenant on va faire une petite observation: les preuves que Philip Short a données au sujet du fait que les Vietnamiens aient créé le mouvement khmer de libération ainsi que les preuves que d'autres chercheurs ont trouvées démontrent que toute la surveillance effectuée par Pol Pot à l'encontre de Chakrey, Chhouk, Ya et d'autres cadres ayant coopérer avec le Vietminh, conformément à son principe 3-7-8, était vraie. De ce fait, Philip short fait erreur en écrivant: 'Le rôle de la prison S-21 et des confessions n'était pas de générer des informations mais de donner les preuves de la trahison dont on avait besoin pour arrêter ceux qui… qu'on avait déjà décidé d'arrêter.' La politique d'indépendance par rapport au Vietnam obligeait à l'application de politiques dictatoriales au sein de pays."

[09.36.15]

Nous avons abordé hier rapidement le Khmer Rumdos, et vous nous avez donné votre avis sur le fait… sur l'ingérence vietnamienne et… si cela constituait des preuves de cette ingérence.

Alors, si on prend ce texte de Khieu Samphan, il conclut que vos travaux, finalement, justifient la surveillance qu'a effectuée Pol Pot et l'arrestation de ces personnes. Qu'en pensez-vous?

R. Nous avons ici l'explication classique des Khmers rouges du PCK. Et finalement, si on est convaincu que les Vietnamiens vous veulent du mal, on va forcément trouver toutes sortes de raisons pour agir contre les Vietnamiens, mesures dont les Vietnamiens "sont" au courant, et on crée des problèmes.

Donc, ce qu'on imagine devient réalité. Alors, je ne suis pas convaincu que Khieu Samphan aurait dû écrire cela, mais je reviens au terme "paranoïa". Sa paranoïa, qu'on peut comprendre pour des raisons historiques – si on prend l'histoire du Cambodge depuis les deux derniers siècles, c'est compréhensible… mais cela a finalement aggravé un problème qu'on aurait pu aborder différemment.

[09.38.02]

Q. Vous ai-je bien compris? Vous nous dites qu'il y avait quelques raisons de se méfier des Vietnamiens, mais la théorie du complot était finalement sans fondement.

C'est-ce que vous entendez? Pourriez-vous le formuler vous-même? Je ne veux pas vous souffler la réponse.

R. Je crois qu'on peut dire qu'il y avait des raisons de s'en

méfier et il y avait en… c'est juste, il y avait en effet des raisons historiques. Si on lit les déclarations des Vietnamiens, on voit bien qu'il fallait s'inquiéter. Les Vietnamiens souhaitaient que le Cambodge soit un pays subordonné et fasse partie d'une entité plus large qui serait dominée par les Vietnamiens. Ça, c'était une réalité.

Le problème était dans la réaction du PCK. Au lieu de tenter de résoudre le problème, leur réaction l'a aggravé en raison de cette paranoïa.

Q. Et, si j'ai bien compris, cette paranoïa a alimenté ces tueries qui étaient finalement à très grande échelle.

R. C'est la paranoïa qui était derrière les purges. Et je n'emploierai pas le terme "meurtres de masse", mais je dirais que c'est cette même paranoïa qui a conduit à cette détermination à pousser le pays jusqu'aux limites, à se renforcer, à se construire, pour résister aux Vietnam. Et, les conséquences de cela, c'était la faim, l'épuisement et tout ce qui s'ensuivait. [09.40.20]

Q. Dans votre livre, vous parlez également d'une paranoïa… de peur qui régnait en raison des purges et des arrestations. Je passerai rapidement là-dessus. Il y a quelques passages qui nous intéressent.

À la page 366 - en français: 00639335; en anglais: 00396574 -, je cite:

"Les aveux de trahison étaient nécessaires pour que des hommes

comme Ieng Sary et Khieu Samphan en donnent lecture lors de réunions du Parti à huis clos, prouvant ainsi que l'Angkar avait autant d'yeux qu'un ananas et que rien n'échappait à sa vigilance. Le climat de peur qui en résultait permettait de démasquer de nouveaux traîtres, lesquels étaient ensuite torturés pour qu'ils dénoncent d'autres membres de leur 'corde', le 'khsae' ou 'réseau de parrainage', qui sous-tendait l'activité politique au Cambodge."

J'aimerais savoir tout d'abord, dans le cadre de vos recherches, interviews et… les informations que vous avez recueillies, quelle était la fréquence de cette pratique où Khieu Samphan ou Ieng Sary lisaient à haute voix des aveux lors de réunions à huis clos pour prouver la théorie des complots multiples à l'encontre d'Angkar?

[09.42.05]

R. À ma connaissance, il y "avait" deux exemples de cela, concernant Ieng Sary et Khieu Samphan. Je ne sais pas si c'était une pratique généralisée, mais cela s'est produit.

Q. Pourriez-vous nous parler davantage de ce climat de peur? Dans d'autres passages de votre livre, vous dites que ce phénomène a existé dans d'autres parties du pays.

Alors, s'agissait-il d'un sentiment généralisé? Une situation qui existait partout dans le pays suite à ces purges?

R. La peur était un outil important du pouvoir pour le PCK, et c'était nécessaire, entre autres, car les membres du Parti

communiste étaient peu nombreux. Ils n'ont jamais été plus de 14000 dans un pays de plusieurs millions d'habitants, peu importe la taille de la population précise, mais c'était un groupe très restreint. Donc, la peur permettait d'instaurer la discipline, de contrôler la population, mais avant tout de contrôler les membres du Parti.

[09.43.52]

Q. Au sujet des décisions d'arrestations et "de" savoir si les dirigeants à Phnom Penh étaient au courant de ces pratiques qui avaient lieu à la capitale et partout dans le pays.

À la page 371 – à la page, en français: 00639441 à 42; en anglais: 00396579 –, vous décrivez d'abord la brutalité dans les prisons en région. Vous dites d'ailleurs que certaines pratiques ressemblaient à celles qui existaient avant les Khmers rouges. Ensuite, vous dites, je cite:

"La direction de Phnom Penh n'ignorait pas ces pratiques. Celles-ci étaient mentionnées dans des télégrammes que des cadres provinciaux adressaient à Son Sen. Rien ne permet de penser que Pol et d'autres membres du Comité permanent les approuvaient, mais ils ne firent rien pour y mettre fin. Malgré les formes hideuses qu'elle pouvait prendre, la haine des classes bouillonnantes des paysans devait être assumée et endossée."

[09.45.13]

Peut-on combiner ce passage avec des rapports spécifiques dont nous disposons et que je vous ai envoyés où on fait référence à

des arrestations spécifiques d'ennemis?
Parce qu'on est en train de parler de ce que savaient les dirigeants. Vous faites référence à des télégrammes adressés à Son Sen par des cadres, et j'aimerais savoir si on peut raisonnablement enrichir ces conclusions en s'appuyant sur les rapports dont nous disposons et qui étaient envoyés au Centre?
R. Il me semble que nous parlons de deux choses différentes. Les rapports que les cadres adressaient à Son Sen concernaient des pratiques superstitieuses de mutilation qui ressemblaient à de la sorcellerie. Ce sont des pratiques traditionnelles des Issarak et des cadres khmers rouges dans les zones rurales. Ce type de pratique aurait été condamné par les dirigeants.
Pour ce qui est de l'arrestation des ennemis, ça, c'était la politique… et ne leur aurait posé aucun problème.
[09.46.26]
Q. Merci de cette précision qui est très utile.
En restant sur la même page, un peu plus loin, vous écrivez, je cite:
"S-21 était considéré de la même manière. Ni Pol, lui-même, ni Nuon Chea ne s'y rendirent jamais, mais, pour l'un comme l'autre, c'était un instrument essentiel de l'État révolutionnaire. Pol en personne décidait des arrestations les plus importantes, parfois, consultait Khieu Samphan… après avoir parfois consulté Khieu Samphan [se reprend l'interprète]."
Vous nous avez donné vos conclusions concernant cette relation.

Alors, j'aimerais savoir si, à votre avis, cette relation de confiance de plus en plus accrue explique pourquoi d'après vous Khieu Samphan était consulté avant les arrestations les plus importantes.

Ou pensez-vous qu'il y a une autre explication à cela?

R. Cette conclusion, dans mon livre, est basée – et je voudrais dire que "consultation" peut avoir plusieurs sens, je voudrais préciser… alors, je me suis basé sur une source qui… que je trouvais fiable, suffisamment fiable pour m'y appuyer dans un livre. Alors, était-elle "aussi" fiable pour que la Chambre puisse s'appuyer là-dessus?

Mais le fait est que pendant une certaine période Pol Pot s'est servi de Khieu Samphan pour faire des missions en province. Khieu Samphan était envoyé pour évaluer une situation dans les provinces et puis il revenait en rendre compte.

[09.48.28]

Et, sur la base de son rapport, ou en tout cas en partie, combiné avec d'autres sources, Pol Pot décidait de procéder ou non à des arrestations. Donc, la consultation ne signifie pas qu'il demandait à Khieu Samphan: "Penses-tu que nous devons arrêter telle ou telle personne". C'était plutôt pour rassembler des informations. C'est ce que j'ai compris, en tout cas.

Q. Mais, d'après ce que vous avez compris, une mission d'information était destinée à évaluer le besoin potentiel d'arrêter quelqu'un qui était soupçonné?

R. Oui, et cela cadre tout à fait avec le rôle de Khieu Samphan. C'était un homme de confiance de Pol Pot, et Pol Pot savait qu'il suivrait sa ligne et ferait ce qu'il lui demandait.

[09.49.41]

Q. Avant d'en finir avec la question des purges, il y a un autre phénomène que je voudrais aborder: ce sont les purges dans les régions. Vous l'avez déjà abordé et vous décrivez les forces de Ta Mok, qui ont été envoyées dans différentes zones, et vous décrivez les arrestations effectuées et… qui finissent par des purges dans la zone Est.

Pourriez-vous résumer ce que vous avez découvert concernant la procédure suivie? Si j'ai bien compris votre livre, les décisions adoptées au Centre étaient appliquées par les forces régionales.

R. L'un des problèmes qu'avait Pol Pot était qu'il n'a jamais réellement réussi à unir les forces armées qui restaient sous le contrôle de différents seigneurs de guerre, dont les plus importants étaient Ke Pauk, So Phim – à l'est – et Ta Mok.

Et, avec le temps, Pol s'appuyait de plus en plus sur Ta Mok.

Dans les dernières années du régime des Khmers rouges, la période finale, lorsqu'un chef de province était soupçonné, ce qui voulait dire que, parce que chaque chef avait tout un réseau de cadres, tous ces cadres étaient soupçonnés également.

[09.51.24]

Donc, à ce moment-là, ce sont les troupes de Ta Mok qui étaient envoyées pour les arrêter. Ke Pauk a fait la même chose dans

certaines régions. Les arrêter et les remplacer par des cadres venant de leur propre région d'origine et qui étaient perçus comme fidèles.

Q. Merci.

J'aimerais que l'on regarde quelques discours qui semblent être pertinents ici sur le thème des ennemis et le traitement qui leur était réservé.

Parmi les documents que nous vous avons envoyés, nous avons un discours de 1977 de Khieu Samphan, discours d'anniversaire datant du 15 avril 1977 et portant la cote E3/201.

Monsieur le Président, je dispose d'un exemplaire de ce discours. Avec votre permission, j'aimerais le remettre à l'expert.

M. LE PRÉSIDENT:

Oui, allez-y.

L'huissier d'audience est prié de récupérer ce document et de le transmettre à l'expert.

[09.52.57]

M. ABDULHAK:

Merci, Monsieur le Président.

Q. Il s'agit d'une transcription d'un discours intitulé… qui provient de SWB, publications de la BBC, que vous connaissez certainement. Le discours est long, mais je voudrais lire quelques extraits. On est à la première et deuxième page.

Voici les ERN: en khmer: 00292803 à 05; en français: 00612165 à 66; et anglais: 00419512 à 13.

Je vais commencer à la deuxième page - ce sera peut-être suffisant -, le deuxième paragraphe en partant du haut:

"Juste après la libération, alors que nous traversions des difficultés sans nom, puisque nous sortions à peine de la guerre dévastatrice menée par les impérialistes américains, l'ennemi n'a pu nous causer aucun problème sérieux. Aujourd'hui, l'ennemi ne peut certainement nous faire aucun mal. Telle est notre conviction inébranlable, fondée sur des éléments concrets et pratiques.

Cependant, nous devons assurer la défense de notre Kampuchéa démocratique, protéger notre administration de travailleurs paysans et préserver les fruits de notre révolution cambodgienne en éliminant, résolument, toute les catégories d'ennemis, en les empêchant de mener des actions d'agression, d'interférence ou de subversion à notre encontre.

[09.54.52]

Maîtrisant la situation, nous devons balayer l'ennemi en suivant les lignes de la politique intérieure, de la politique étrangère et de la politique militaire de notre organisation révolutionnaire. Nous devons assumer tous nos devoirs soigneusement et en profondeur. Nos victoires passées ne doivent pas nous distraire, nous rendre négligeant ou nous étourdir, bien au contraire. Nous devons nous armer de courage, rester vigilants, maintenir constamment l'esprit de notre vigilance révolutionnaire et continuer à combattre et à éliminer nos

ennemis, de tous bords, en permanence."
Ce passage est assez long, mais on parle de la suppression de toutes catégories d'ennemis, y compris ceux responsables d'interférences ou de subversion.
Cela est-il en lien avec la politique dont nous parlons et le traitement que le régime réservait à ses ennemis?
M. SHORT:
R. Dans le cadre de ce type de discours, je crois qu'il faut entendre un avertissement crypté donné au Vietnam, en disant: "Nous savons ce que vous faites… que vous essayez d'infiltrer notre régime; nous sommes au courant et nous sommes vigilants". Mais on a aussi un appel à la vigilance au sein du pays, également.
Mais, à mon avis, ce que nous avons ici, surtout, c'est un avertissement aux Vietnamiens.
[09.57.01]
Q. Je voudrais passer maintenant à un autre aspect de votre livre et à un autre sujet. Il s'agit du fonctionnement même du régime et de ses échelons supérieurs, et nous allons voir si vous pouvez nous aider là-dessus.
La juge Cartwright vous a parlé de deux documents provenant du Comité permanent. D'abord, un procès-verbal d'une réunion et ensuite une décision du Comité central. J'aimerais vous référer à ces documents et voir si vous pouvez nous aider.
Monsieur le Président, je voudrais d'abord remettre le document

E3/182 à l'expert. C'est un procès-verbal de la réunion du Comité permanent du 9 octobre 1975.

M. LE PRÉSIDENT:

Oui, faites-le.

Huissier d'audience, veuillez transmettre ce document à l'expert.

[09.58.31]

M. ABDULHAK:

Q. Nous avons ici l'ordre du jour, où on a plusieurs points: la répartition du travail et le déroulement.

J'aimerais parler particulièrement d'un bureau qu'on appelle ici au point 8, à la première page de votre exemplaire, c'est au début du document… où camarade Doeun se voit nommer chef du Bureau politique 870.

Vous avez déjà parlé du rôle de Doeun. Et, si je vous ai bien compris, hier, vous avez dit, me semble-t-il, que son rôle était important, qu'il avait une fonction exécutive. Pourriez-vous nous en dire plus?

M. SHORT:

R. Le Bureau politique 870 correspondait à ce qu'on appelait le Bureau général du Comité central dans d'autres pays. Il s'agit du bureau qui met en application les décisions prises par le comité de… Comité permanent. C'est la courroie des transmissions. Et il joue un rôle crucial.

Q. Si on se tourne à la quatrième page de la version anglaise, en khmer: 00019111; en français: 00292872; et, en anglais: 00183996

-, ici, on parle de la délégation du travail pour éviter que tout le travail soit concentré au niveau du Comité permanent.

[10.01.38]

Voici le passage qui m'intéresse:

"Le bureau du Comité permanent fait la liaison d'un service à un autre. Le Comité permanent suit chaque service dans l'application de la ligne. Le bureau est chargé de suivre le processus d'application."

Cela concorde-t-il avec ce que vous avez compris de la situation?

R. Oui.

Q. Je pense qu'il suffira de donner acte de ce qui suit: dans la décision du 30 mars, on fixe un régime de rapports hebdomadaires au Bureau 870. Dans la partie de votre livre portant sur les purges, vous abordez l'arrestation de Doeun, qui, d'après vous, était membre du Comité central. Vous parlez aussi de l'arrestation de sa femme.

Khieu Samphan a dit devant le tribunal que ce bureau comportait Doeun et lui-même. Savez-vous si un remplaçant a été nommé en lieu et place de Doeun au sein de ce bureau?

R. Est-ce qu'un remplaçant officiel a été nommé?

Cela n'est pas certain.

Il n'y a pas de preuve documentaire que j'aurais vu comme quoi Khieu Samphan aurait été nommé remplaçant de Doeun. Dans son livre de 2007, il a nié avoir été à la tête du Bureau général, et il me l'a dit aussi.

[10.02.55]
Le bureau… être officiellement à la tête du bureau ou bien le diriger dans les faits, ce sont deux choses différentes. Après le limogeage de Doeun, aucun nom n'a jamais été cité comme celui de la personne responsable du Bureau général. Je pense qu'il est raisonnable de croire que Khieu Samphan avait un rôle important. Et cela cadre avec ce qu'on disait sur ses missions en province. Et je parle ici du moment qui a suivi le départ de Doeun.
Q. En ce qui concerne la liste des participants aux réunions du Comité permanent, vous dites que dans la plupart des cas, d'après les documents que vous avez vus, on constatait que Khieu Samphan était présent.
Je ne veux pas vous inviter à émettre des hypothèses, donc, le cas échant, vous n'aurez pas à me répondre, mais est-ce que ce rôle apparent au Bureau 870 permet de comprendre, au moins partiellement, sa présence aux réunions du Comité permanent?
R. C'est la question de la cause et de l'effet. Pol Pot lui faisait confiance. Il considérait que c'était une courroie de transmission ou un scribe utile. Était-ce pour cela qu'il siégeait au Bureau général de 870 et qu'il était présent aux réunions du Comité permanent ou bien était-ce le contraire?
[10.05.02]
Est-ce qu'il était au Comité permanent, aux réunions du Comité permanent, parce qu'il siégeait au Bureau général. Je pense que les deux vont de pair. Il est difficile de préciser qu'est-ce qui

était la conséquence de l'autre.
Q. Concernant l'endroit où étaient situés les dirigeants et le fonctionnement des bureaux, d'après les informations que vous avez pu recueillir – vous en avez déjà parlé, vous avez parlé de K-1 –, lors de vos interviews avec Khieu Samphan ou avec d'autres personnes, avez-vous pu établir combien de membres de l'appareil de direction ou de l'échelon supérieur étaient présents aux côtés de Pol Pot, Nuon Chea et des autres et résidaient avec eux?
R. Je pense qu'il y avait cinq ou six personnes au bâtiment de la banque, parmi lesquels Ieng Sary, Nuon Chea, Pol Pot, Khieu Samphan, Vorn Vet. À propos de cela… j'en suis plutôt certain. [10.06.42]
Q. La plupart des autres personnes que vous avez mentionnées – et ici je m'appuie sur votre livre – sont décrites comme des membres du Comité permanent.
À l'époque du Kampuchéa démocratique, à compter de 76, Khieu Samphan était membre du Comité central, d'après votre livre et ce que lui-même a déclaré. Y a-t-il eu d'autres membres du Comité central qui résidaient et travaillaient avec les personnes que vous venez de citer, hormis Khieu Samphan?
R. Pour ce qui est de savoir s'il y en avait qui résidait avec eux, je n'en sais rien. Pour ce qui est de travailler avec eux, il y avait Yun Yat, la femme de Son Sen.
J'essaye de réfléchir au niveau du Comité central. Tandis que Doeun, quand il était à Phnom Penh… il n'y a aucun nom qui me

vienne immédiatement à l'esprit. C'était un groupe assez restreint.

N'oubliez pas que la moitié des membres du Comité permanent étaient dans les zones et ne venaient pas à Phnom Penh. Même chose pour le Comité central.

[10.08.26]

Q. Dans le procès-verbal de la réunion d'octobre 75, dans la partie intitulé "Déroulement des travaux et répartition du travail", on voit que le camarade Hem est nommé responsable, entre autres, du commerce, de la comptabilité et de l'établissement des prix. Au dossier, il y a plusieurs documents datant de la période 76 à fin 78, documents émanant du Ministère du commerce et adressés à Khieu Samphan.

Avez-vous pu consulter ces documents? Est-ce que vous avez examiné sa responsabilité en la matière?

R. Je connaissais l'existence de ce document. Je n'ai pas fait spécialement de recherche là-dessus, parce que, pour être honnête, ce n'était pas mon thème; mon thème c'était Pol Pot. Mais Thiounn Mumm, avec qui je me suis longuement entretenu, m'a dit qu'il se souvenait avoir travaillé avec Khieu Samphan concernant la comptabilité et la fixation des prix des produits pour le Ministère du commerce.

Je n'ai donc aucun doute quant à ses responsabilités.

[10.09.54]

Q. Revenons brièvement aux fonctions du Bureau 870 et aux

fonctions des membres de ce bureau. En plus des missions à la campagne dont vous avez parlé, avez-vous rassemblé des informations ou reçu des informations concernant les autres manières dont le bureau mettait en œuvre les instructions et ordres du Centre et suivait la mise en œuvre de telles décisions?

R. Il y avait un bureau des messagers qui était annexé et qui amenait les messages confidentiels aux dirigeants des provinces. Selon ma compréhension, qui n'est pas exhaustive, ce bureau était chargé de l'échange d'informations dans les deux sens. C'était un vecteur par lequel tout passait et par lequel l'information pouvait être contrôlée.

Q. Lundi, je pense, les juges vous ont interrogé, et vous avez cité un exemple, celui d'un séminaire ou d'une session d'éducation présidée par Khieu Samphan ou à laquelle il a pris la parole, puis on a examiné un passage. Si je me souviens bien, vous avez dit que, l'une de ses responsabilités, c'était la propagande, et pas uniquement par rapport aux élections, qui étaient l'une des questions sur lesquelles il faisait rapport au Comité permanent, mais que c'était plus large.

Pourriez-vous préciser de quelle manière il assumait ces responsabilités?

[10.12.06]

R. La propagande en tant que telle relevait de Yun Yat, la femme de Son Sen.

Ici, nous parlons de sessions d'étude. À différents niveaux, tous

les dirigeants avaient une responsabilité en la matière. Pol Pot et Nuon Chea au Comité central; Ieng Sary au Ministère des affaires étrangères, deux fois par an; même chose pour Khieu Samphan, au Stade olympique.

Et, pour les étudiants rentrés de l'étranger, je crois qu'il avait un rôle important dans ce domaine. Et il était… il le faisait avec une certaine facilité, parce qu'il le faisait souvent.

Mais je veux revenir aux documents "Sud-Ouest, Nord-Ouest" d'hier.

Q. Maintenant?

R. Brièvement, je n'ai pas le texte complet du document que j'ai utilisé, mais je peux dire, d'après ma note, que ce sont des documents différents.

Il est probable que le DC-Cam a attribué la même date, soit du 20 au 24 août, à une visite effectuée dans le Sud-Ouest.

Effectivement, il y a une réunion du Comité permanent à Kampong Som… et la même date "au" document que vous m'avez donné et qui porte sur le Nord-Ouest.

Voici les références: "L01022" décrit comme le dossier des communications des Khmers rouges au DC-Cam; ça, c'est le document qui décrit la vie dans le Sud-Ouest.

[10.13.57]

Q. C'est très utile. Je m'excuse de ne pas avoir abordé la question. J'avais prévu de le faire, mais il y a beaucoup de

questions qui nous intéressent et nous n'avons pas de temps. Quand vous avez interviewé Khieu Samphan, d'après ce que vous avez dit lundi, tant lui-même que Ieng Sary étaient, disons, prêts à parler de la période antérieure à 75, mais, par contre, ils étaient réticents à parler du Kampuchéa démocratique. Leur avez-vous demandé pourquoi, apparemment, ils étaient réticents à parler de cette période?

R. Non. M. Khieu Samphan a probablement dit après la dernière interview qu'on ne pouvait pas aller plus loin parce que la situation était délicate pour lui. À ce moment-là, les interviews ont pris fin.

Q. Je vous présente mes excuses, car mes questions sont quelque peu décousues. C'est parce que j'essaie de couvrir différents points en peu de temps.

[10.15.52]

J'aimerais revenir à la période antérieure à 75. Tout d'abord, concernant les élections des membres du Comité central en 71. Vous avez indiqué qu'à votre avis, au cours de cette période, une relation de confiance s'est nouée entre Pol Pot et Khieu Samphan. Vous avez dit qu'il avait été élu membre suppléant du Comité central. Vous avez dit qu'il s'est rapproché de Pol Pot. Cette désignation au sein du Comité central correspondait-elle à cette relation de confiance – si j'emploie les termes corrects?

R. Oui, cela y correspondait sans doute. Oui.

Q. Devant le tribunal, Khieu Samphan a dit qu'entre 70 et 75 il

était resté en permanence avec les dirigeants.
Au cours de vos interviews avec lui, l'avez-vous interrogé sur ses activités de cette période, sans parler de celles qui sont connues parce qu'elles ont fait l'objet de rapports et d'une couverture journalistique?
R. Je ne peux pas vous apprendre grand-chose à ce sujet. J'ai été informé des activités de Khieu Samphan davantage par d'autres sources que par lui-même. À nouveau, nous sommes arrivés à un point où il ne voulait pas entrer dans le détail.
[10.18.30]
Q. Avançons dans le temps. Dans votre livre, vous décrivez abondamment les déplacements du quartier général. Vous dites que Pol Pot s'est rapproché de la ville.
La juge Cartwright vous a interrogé sur les événements de cette période. Nous en avons aussi parlé hier. L'une de vos sources concernant cette période, ça a été le dénommé Phy Phuon, dont on a déjà parlé à plusieurs reprises.
Il est venu déposer dans ce prétoire et il a décrit une autre réunion qui a eu lieu au bureau B-5 au début 75. C'est un bureau que vous décrivez dans votre livre. Je ne pense pas que dans le livre vous parliez de cette réunion précise.
Lui a dit qu'elle avait eu lieu début avril 75 en présence de Pol Pot, Nuon Chea, Khieu Samphan et des dirigeants de l'armée. Selon lui, la réunion a porté sur l'évacuation de Phnom Penh. Et les trois dirigeants précités, d'après Phy Phuon toujours, ont

souscrit à cette décision. Après quoi, une discussion a eu lieu. Connaissez-vous l'existence de cette réunion? En avez-vous parlé avec Phy Phuon ou avec d'autres?

[10.20.08]

R. Non. Cela m'a échappé. Il ne me l'a pas mentionné, et personne d'autre non plus, et c'est parfaitement crédible.

Vous dites que les trois dirigeants étaient d'accord. La décision a dû être prise par Nuon Chea et Pol Pot, et surtout par Pol Pot.

Q. Mais vous n'avez pas fait de recherches là-dessus?

R. Non.

Q. Passons aux discours prononcés par Khieu Samphan au cours de cette période. Ses discours portent sur différents thèmes, sur la vie et la politique du régime, par exemple.

Ses discours étaient-ils importants pour faire passer le message du gouvernement aux auditeurs?

R. Oui, c'était le rôle de Khieu Samphan en tant que visage public du FUNK et surtout du noyau communiste au sein du FUNK. Il était là pour rassurer par sa présence et pour communiquer certains messages comme ceux dont nous avons parlé, à savoir le message selon quoi seul les sept allaient être exécutés.

[10.21.53]

Q. Si le Président m'y autorise, j'aimerais présenter un extrait vidéo.

En mars 2005, vous avez prononcé une conférence à l'université de Californie, à Los Angeles, et un enregistrement vidéo de cette

conférence est disponible sur l'internet. Et, en préparation de l'audience, j'ai examiné, j'ai vu cette vidéo.

Celle-ci a été versée au dossier, avec l'accord de la Chambre. C'est le document E260/1/1.1R.

Monsieur le Président, si vous m'y autorisez, j'aimerais faire passer un bref extrait de ce document vidéo.

À l'intention de la régie, c'est le segment numéro 11b.

Monsieur le Président, je demande l'autorisation de faire passer ce cours extrait. Il prend environ deux minutes.

M. LE PRÉSIDENT:

Vous y êtes autorisé.

Services techniques, veuillez faire passer cet extrait vidéo.

[10.24.10]

M. ABDULHAK:

Il semble y avoir un problème…

(Présentation d'un document audiovisuel en anglais)

Extrait vidéo:

"Je pense qu'ici on se trompe. Ce n'était pas Pol Pot qui a fait cela. On se trompe quant aux responsabilités. Ce n'était pas seulement Pol Pot qui a fait cela. Il y a eu différents dirigeants, un nombre important, qui pensaient largement comme Pol Pot, et, sous eux, beaucoup d'intellectuels, souvent les plus brillants des intellectuels cambodgiens, qui ont accepté cette vision présentée par Pol Pot et qui l'ont acceptée.

À présent, ils ne l'admettent pas, mais en fait ils ont accepté

la brutalité et la violence qui en découlaient, parce que les seules personnes à pouvoir faire la révolution c'était les paysans pauvres, lesquels sont violents et cruels. On ne peut pas s'attendre à ce qu'ils se comportent comme des gentilshommes instruits. Ils ne le sont pas. Dans les villages démunis, la vie est dure. Voilà leur argument. Et, sous eux, il y a littéralement des centaines de milliers de miliciens de villages, de chefs de district et de village, de policiers et d'autres, de soldats, qui eux aussi ont pris part à ce régime. Ce n'est pas un seul homme qui a imposé une vision diabolique, démoniaque à tout un pays, pour en faire son prisonnier.

[10.25.50]

Pol Pot a été capable de faire vibrer une corde au Cambodge, ce qui a permis cette révolution. Ce n'était pas un cas pathologique, pas plus que les autres qui l'ont accompagné."

(Fin de la présentation du document audiovisuel)

Désolé pour la mauvaise qualité de l'image. C'est ce qui se passe quand on télécharge des documents sur le web. Quoi qu'il en soit, nous avons entendu la bande-son. C'était une conférence très intéressante et un passage très intéressant.

Q. Vous dites que ce n'était pas seulement Pol Pot qui a fait cela, qu'il y avait différents dirigeants, un grand nombre d'entre eux, qui dans l'ensemble pensaient comme Pol Pot.

Dans cette catégorie de dirigeants, incluriez-vous Nuon Chea et Khieu Samphan?

M. SHORT:

R. Oui. Eux, ainsi que beaucoup d'autres qui croyaient que telle était la seule manière dont le Cambodge pourrait être transformé.

[10.27.21]

Q. Merci.

Nous en arrivons à mes dernières questions.

Comme vous le savez peut-être, au cours de ce procès, nous avons entendu la déposition du Pr Chandler. Lui aussi a donné son avis sur des questions que vous avez vous-même abordées - soit dit en passant, vous vous êtes appuyé sur ses livres dans votre travail -, il y a environ 170 références dans les notes que vous nous avez envoyées, et donc, pour bien comprendre la façon dont vous évaluez le fonctionnement du régime, j'aimerais vous soumettre certains extraits de la déposition de Chandler pour voir si vous êtes d'accord avec ce qu'il dit.

Plusieurs questions lui ont été posées sur le fonctionnement du régime les 18 et 19 juillet de l'année dernière.

Concernant la décision du 30 mars 76, il a dit que, selon lui, la décision émanait de la direction collective et pas seulement de Pol Pot. Il a aussi donné son avis sur le plan quadriennal en disant que c'était un document collectif émanant d'un groupe et pas d'une personne.

[10.29.23]

J'aimerais vous lire un passage de sa déposition.

À l'époque, j'ai lu à Chandler, un extrait de son livre "La

Tragédie de l'histoire du Cambodge".

Dans ce livre, il écrit qu'"en 77 le régime était devenu un régime dirigé par les Frères numéro 1 et numéro 2, qui étaient devenus les synonymes de l'organisation".

Ça, c'était l'extrait du livre cité.

Je l'ai interrogé à propos de cela, puisqu'il avait dit qu'à son sens il y avait une direction collective.

C'est le document E1/93.1. En khmer: 00825518 et 19; en anglais: 00829… 827349 et 51; et, en français: 00827505.

Voici ce qu'il dit:

"C'est un passage que je pourrais légèrement modifier après vingt-deux ans. J'ai lu d'autres documents depuis que j'ai réalisé ce passage et il m'a semblé que la direction était plus collective que je ne l'avais pensé. Cela dit, dans les documents, comme on le voit, les décisions rendues par Pol Pot étaient finales. C'était le chef exécutif du pays, et c'est certainement la manière dont beaucoup de Cambodgiens voient cette période. Ils l'appellent "la période Pol Pot". Mais je veux dire que si je devais amender ces passages je dirais que d'après toutes les preuves que j'ai vues depuis la direction était plus collective que ne le laissaient penser les éléments que j'ai pu consulter en 90."

Fin de citation.

[10.32.06]

Est-ce que vous souscrivez à cet avis ou non?

R. J'ignore quels sont les Nouveaux éléments qu'il a découverts. Si je le savais, mon opinion serait peut-être différente, mais, d'après les interviews que j'ai faites et les documents que j'ai lus, j'ai l'impression qu'il existait une semblance ou une apparence de décision collective et que Pol Pot "le" manipulait, manipulait cette apparence, afin que ses décisions soient acceptées de tout le monde.

Mais les décisions prises étaient fondamentalement celles de Pol Pot et dans une certaine mesure de Nuon Chea. Nous ne savons pas dans quelle mesure, mais c'était le binôme qui dirigeait la machine.

M. ABDULHAK:

Je vous remercie de votre patience et de l'avis d'expert que vous avez partagé avec nous.

Merci de votre temps.

Merci, Monsieur le Président.

Nous n'avons plus de question.

[10.33.28]

M. LE PRÉSIDENT:

Merci.

Il est l'heure de prendre une pause, une pause de 20 minutes pour reprendre l'audience à 10h55.

L'expert sera aidé par l'huissier d'audience pendant la pause et devra revenir ici à 10h55.

L'audience est suspendue.

(Suspension de l'audience: 10h33)

(Reprise de l'audience: 10h57)

Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte.

La parole est maintenant aux coavocats principaux des parties civiles, qui pourront désormais interroger l'expert.

Vous avez la parole.

Me PICH ANG:

Monsieur le Président, les coavocats sont Me Sovannary et Me Christine Martineau.

M. LE PRÉSIDENT:

Allez-y.

Me MOCH SOVANNARY:

Bonjour, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges. Bonjour à tous.

J'ai des questions à poser à l'expert.

Premièrement, je demande votre autorisation, car, dans le cadre de mes questions, je vais citer des extraits de son livre, extraits qui n'ont pas encore été traduits en khmer.

Pour cette raison, je lirai ces citations en anglais, et, avec votre autorisation, j'aimerais que ces extraits soient projetés à l'écran.

[10.58.58]

M. LE PRÉSIDENT:

Oui, vous y êtes autorisé.

INTERROGATOIRE

PAR Me MOCH SOVANNARY:

Merci.

Q. Bonjour, Monsieur Short.

Pendant deux jours, nous avons abordé différents sujets dans le cadre des échanges que vous avez eus avec les juges et l'Accusation, mais ces échanges ont eu lieu en anglais, donc, pour les avocats nationaux, c'est assez difficile.

De plus, votre livre n'a pas été traduit en khmer. Je tenterai d'éviter de répéter des questions déjà posées par les juges ou par l'Accusation.

Je demande votre patience. Si à votre avis ma question est répétitive, n'hésitez pas à le dire, et dans ce cas vous n'aurez pas besoin de répondre, sauf si vous avez d'autres éléments à ajouter.

Et je vous remercie d'avance de votre compréhension.

[11.00.08]

Hier, dans le cadre de votre déposition, vous avez parlé des réunions de critique et d'autocritique, qui faisaient partie d'une politique qui s'appliquait aux membres du Parti et aux habitants des coopératives.

Vous avez dit également que les citadins, et particulièrement ceux ayant fui la zone libérée pour se réfugier à Phnom Penh, ils provenaient des régions "sous" bombardements et où il y avait encore des conflits.

Après l'évacuation de Phnom Penh, ils ont été affectés à des

coopératives où ils étaient traités comme des "gens nouveaux". D'après vos recherches, la politique de critique et d'autocritique a-t-elle eu des impacts quelconques sur le Peuple nouveau habitant au sein des coopératives, surtout ceux qui n'étaient pas communistes et qui ont donc été envoyés pour se reforger ou se rééduquer?

M. SHORT:

R. D'après ce que j'ai compris, les réunions de critique et d'autocritique avaient lieu dans les organisations officielles et au sein du Parti de manière systématique. Pour les Nouveaux qui étaient envoyés à la campagne, au sein de leurs coopératives, il y avait des sessions d'étude qui étaient des sortes de sessions de propagande ou de formation idéologique.

[11.01.56]

Si quelqu'un était dénoncé au motif qu'il avait, par exemple, ramassé des fruits alors que c'était interdit, cette personne devait passer à son autocritique. Très souvent, cette autocritique était considérée comme insuffisante et la personne était envoyée en prison ou plus souvent tuée pour avoir violé les règles édictées par le Parti.

D'après ce que j'ai pu comprendre, les Nouveaux n'ont pas participé à des sessions de critique et d'autocritique systématiques.

Q. J'aborderai à présent l'évacuation de Phnom Penh ainsi que les conditions de vie dans les coopératives. Je parlerai surtout des

souffrances qu'ont endurées ces gens par suite de la mise en œuvre de la politique du PCK.

Dans votre livre, à la page 269 en anglais – à l'ERN suivant: 00… 00396477; en français: 00639803 –, j'aimerais donner lecture de ce qui suit:

[11.03.43]

"Certains n'avaient que 12 ou 13 ans. Ils étaient à peine plus grands que leurs AK-47, qu'ils portaient virilement sur l'épaule. Beaucoup étaient donc des adolescents âgés de 12 ou 13 ans à peine. À leurs yeux, les filles de la ville qui mettaient du rouge à lèvre étaient des prostituées et les jeunes à cheveux longs, des pervers, l'incarnation de tout ce qu'on leur avait dit sur les coutumes répugnantes de la bourgeoisie."

Et, à la page 270 – je donne les ERN: en anglais: 00396478; en français: 0639803 et 04 –, je vais lire ceci:

"La haine joua un rôle dans les événements qui suivirent comme le reconnurent plus tard certains acteurs, mais ce n'était pas le sentiment dominant ce jour-là. Le plus courant, surtout parmi les soldats les plus jeunes, était une colère maussade et froide contre la ville et ses œuvres."

Fin de citation.

[11.05.02]

Monsieur l'expert, ces soldats qui étaient des adolescents, qu'en est-il de cette haine qu'ils éprouvaient? Avaient-ils été endoctrinés par l'idéologie khmère rouge?

R. L'idéologie khmère rouge a certainement joué un rôle, mais cela était plus profond. Dans l'histoire, dans beaucoup de révolutions paysannes, la haine de la ville a été un facteur. Et les Khmers rouges ont recruté dans les zones les plus reculées et les plus pauvres. Ils ont recruté de jeunes soldats qui ne connaissaient absolument pas la vie à la ville. Cela les mettait mal à l'aise. Ils considéraient cela comme quelque chose d'étranger, d'hostile et comme quelque chose qu'il fallait détruire. Les deux se renforçaient: l'idéologie khmère rouge et cette hostilité aux villes que ressentaient les gens provenant de zones très reculées.

Je ne pense pas que cela soit propre au Cambodge. Ça s'est produit tout au long de l'histoire.

Q. En conséquence, savez-vous ce qu'on fait les Khmers rouges (inintelligible) après avoir pris le contrôle de Phnom Penh? Qu'ont-ils fait aux citadins?

[11.07.08]

R. Il y a eu des pillages. On ne parlait pas de pillages, mais, dans les faits, c'était cela. Ils étaient chargés de procéder aussi rapidement que possible à l'évacuation. Les gens étaient donc rassemblés par ces soldats. On formait des files qui s'orientaient vers la campagne, indépendamment de la situation de ces gens.

Il y avait des femmes enceintes, sur le point d'accoucher, elles ont été contraintes à partir. Il y avait des gens dans les

hôpitaux qui ont été obligés à partir, indépendamment de leur état.

Il y a sans doute eu des cas d'amabilité. Des soldats Khmers rouges ont essayé d'aider et d'alléger les difficultés de ceux qui partaient. Mais, dans la plupart des cas, ils ont simplement exécuté les ordres d'une façon plus ou moins brutale.

Il y a eu sans aucun doute des exécutions pour l'exemple, tout au long de la route, et ce, contre ceux qui n'obéissaient pas assez vite aux ordres ou ceux qui voulaient retourner chez eux. Des gens ont donc été exécutés pour intimider les autres et pour que les autres se conforment aux injonctions des soldats.

[11.08.40]

Q. Je vais citer un extrait de votre livre.

C'est la page 272 – en anglais: 00396480; et, en français: 00639806 –, je vais lire en anglais:

"Faire quitter à plus de deux millions et demi d'individus une métropole surpeuplé avec seulement quelques heures de préavis, sans avoir prévu de lieux d'hébergement, d'infrastructures médicales, de transports gouvernementaux et de ravitaillement ne pouvait qu'entraîner des souffrances humaines d'une ampleur colossale. Quant aux autres, les quelque 600000 citadins authentiques qui habitaient Phnom Penh avant 70, l'évacuation les obligea à abandonner tout ce qu'il leur était cher et à pénétrer dans un monde inconnu auquel ils n'étaient absolument pas préparés."

Vous décrivez donc ici l'évacuation. Vous dites que l'évacuation a entraîné des souffrances humaines d'une ampleur colossale. Pourriez-vous apporter un complément d'explications à ce sujet? [11.10.26]

R. Dans des circonstances plus normales, un déplacement de population de ce type aurait été préparé très soigneusement. On aurait prévu des points médicaux ou tout au moins une certaine assistance médicale le long de la route. On aurait prévu des moyens de transport, de la nourriture. Rien de tout cela n'avait été fait. L'objectif était seulement de faire quitter la population, même si cela était déplaisant. Cela n'a pas vraiment été pris en considération.

Il s'agit là d'une observation générale. Systématiquement, dans toute la période khmère rouge, on a ignoré la souffrance humaine. Les citadins ont pu s'en sortir comme ils l'ont fait, peut-être parce que, même en ville, les Cambodgiens gardaient des liens avec la campagne.

C'est comme dans des pays européens pendant la Deuxième Guerre mondiale. Même s'ils avaient très peu à manger à l'époque, pendant la guerre, des gens ont réussi à survivre. Les citadins ont fait preuve d'une capacité de résilience plus élevée que ce à quoi on s'était certainement attendu.

Q. Venons-en aux effets psychologiques de l'envoi de ces gens dans des coopératives où ils ont dû effectuer des travaux pénibles.

[11.12.24]
À la page 219 - ERN: 00396527; et, en français: 00639874 et 75 -, voici ce que vous dites:
"Pour les Anciens citadins, s'adapter à la vie à la campagne a été encore plus traumatisant que cela ne l'avait été à Phnom Penh pour les intellectuels. C'était un double coup. Physiquement, ils n'étaient… ils étaient privés du confort auquel ils avaient été habitués. Ils ont été réduits en esclavage, confinés à une camisole idéologique et politique qui s'est resserrée au fil du temps. Les déportés se retrouvaient à un extrême des préoccupations du Parti, les intellectuels, de l'autre. Beaucoup de gens étaient terrifiés. Quelqu'un a écrit avoir eu l'impression d'être abandonné en terre hostile.
Les gens sont arrivés dans des villages qui semblaient gelés dans le temps. Sévissaient encore certaines maladies qui étaient censées avoir été éradiquées plusieurs décennies auparavant. Les déportés ont dû tout abandonner pour fabriquer des cabanes, labourer, planter des légumes et du riz, généralement dans des conditions bien plus dures que celles des intellectuels rentrés au pays.
[11.14.16]
Comme les paysans, ils utilisaient de la potasse extraite des cendres de feu de bois en guise de savon. Dans les rizières inondées, ils passaient des linges entre leurs jambes pour éviter d'être infestés par de minuscules sangsues, capable de

s'introduire dans le pénis, l'anus ou le vagin, provoquant des douleurs atroces pendant plusieurs jours, avant de se détacher et d'être évacuées par les voies naturelles."

D'après votre analyse de la mise en œuvre de la politique et de l'idéologie communiste, dans quelle mesure les évacués ont-ils été traumatisés lorsqu'ils ont dû tout abandonner pour vivre dans les coopératives ou dans la forêt, surtout dans le cas des Nouveaux qui ont été envoyés dans les coopératives?

R. Je ne suis pas sûr de pouvoir déterminer dans quelle mesure ils ont été traumatisés. Cela relèverait d'un psychiatre ou d'un psychologue.

Mais, sans aucun doute, cela a été une expérience extrêmement éprouvante. Mais il y a toujours deux aspects. C'était très éprouvant pour les citadins que d'arriver dans un environnement très primitif. Mais une grande partie du Cambodge avait été abandonnée dans cet état arriéré. Et c'est précisément cela qui avait donné aux Khmers rouges la raison de mener leur révolution. [11.16.39]

Q. Concernant les rations alimentaires de la population des coopératives, concernant la différence de traitement entre les membres du Peuple nouveau et du Peuple de base.

À nouveau, je vais citer, il s'agit de la page 320 – en anglais: 00396528; et, en français: 00639876 et 77 –, page 321 – anglais: 00396529; et français: 00639878:

"Pour les cadres locaux, l'alimentation était un moyen de

contrôle essentiel, selon le traitement différent appliqué aux Nouveaux et au Peuple de base. Pour le Peuple de base, la vie était supportable. Le sort des Nouveaux leur… rappelait constamment aux autres leur chance relative, tout en incitant les premiers à travailler plus dur pour se réformer, afin de dépasser leur statut de consignés, pour devenir candidats ou Pleins droits, ce qui s'accompagnait d'une amélioration des rations alimentaires. Telle était du moins la théorie. Dans les faits, les choses se passaient rarement de la sorte."

[11.18.43]

L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS:

Ensuite, l'interprète n'a pas retrouvé l'extrait pertinent.

Me MOCH SOVANNARY:

Vous dites que la nourriture était un moyen de contrôle essentiel. Vous parlez des différences de rations entre les Nouveaux et les Anciens. D'après vous, était-ce là une politique fixée par l'échelon supérieur?

M. SHORT:

R. Non. La nourriture était utilisée comme moyen de contrôle par les cadres locaux. C'était l'un des meilleurs moyens de contrôler et de motiver les gens.

Mais, d'en haut, le Comité permanent faisait savoir qu'il fallait bien alimenter les gens. Ça ne s'est pas passé ainsi parce que le système ne fonctionnait pas. Quand les cadres locaux ont essayé, d'une part, de respecter les ordres du Centre et, d'autre part,

de contrôler leur population et, troisièmement, de forcer les gens à travailler suffisamment dur pour produire beaucoup de riz, ils étaient pris dans un nœud de contradiction. Et ils ont décidé, dans la plupart des cas, que la meilleure solution consistait à appliquer des politiques extrêmement strictes. Pol Pot et les dirigeants étaient certainement responsables parce qu'ils ont permis cette situation et n'ont rien fait pour y mettre fin, mais ce n'était pas suite à un ordre. L'ordre n'a pas été donnée d'en haut aux niveaux inférieurs d'utiliser la nourriture pour contrôler la population.

[11.20.55]

Q. Sur la base de vos recherches, concernant l'application de cette pratique par les cadres khmers rouges, en particulier en ce qui concerne les personnes évacuées qui ont dû travailler dans les coopératives, en quoi résidait la différence de traitement?

R. Les Nouveaux, les gens des villes, ont effectivement reçu des rations bien moins bonnes, au moins pendant les deux premières années, parce que, à partir de 78, la distinction entre Anciens et Nouveaux a, un peu à la fois, été supprimée.

Mais les premières années, effectivement, les Nouveaux vivaient dans des conditions bien moins bonnes que les Anciens, et ce, pour différentes raisons.

C'était en partie une punition, parce que ces gens étaient restés en ville plutôt que de se rallier à la révolution plus tôt.

C'était partiellement pour les motiver à montrer leur loyauté

révolutionnaire, pour devenir des membres du Peuple ancien. C'était partiellement une revanche, une volonté de leur faire comprendre à quel point la vie était dure dans les régions pauvres de la campagne.

[11.22.24]

Il y avait donc plusieurs motifs. Mais le résultat en a été qu'ils ont été très mal nourris, qu'ils ont dû travailler très dur. Et, au fil du temps, un grand nombre d'entre eux sont morts de faim.

Q. Concernant la famine, j'aimerais citer un extrait de votre livre. Vous dites que la faim était une arme à la campagne. C'est la page 320 - en anglais: 00396528; et, en français: 00639876 -, et je vais citer:

"La faim constituait une arme à la campagne tout autant que dans les camps de rééducation. La maxime de Lénine affirmant que celui qui ne travaille pas ne mange pas était appliquée à la lettre dans les coopératives cambodgiennes avec une rigueur dont les Russes n'avaient jamais rêvé.

Dans une mauvaise région, une journée de travail vous valait un bol de soupe de riz aqueuse. Ceux qui étaient trop malades pour travailler n'avaient rien. La maladie elle-même était souvent assimilée à l'opposition au régime ou du moins à l'absence de conscience révolutionnaire, ce qui était considéré comme presque aussi grave. Et les cliniques rurales, où des infirmières sans formation distribuaient au compte-gouttes des médicaments

traditionnels, n'étaient guère que des mouroirs. Mais la faim, aggravée par l'absence de soins médicaux, était une arme à double tranchants."

[11.24.37]

Est-ce que ceci rejoint ce que vous avez répondu à ma question précédente quand vous avez dit qu'il n'y avait pas de services médicaux et pas suffisamment à manger?

Pour les gens des coopératives, est-ce que cela a eu des répercussions particulières, surtout pour ceux qui étaient considérés comme n'étaient pas… comme n'étant pas communistes et comme devant se remodeler?

R. Commençons par un petit rectificatif. C'est peut-être une question de traduction, peut-être pas.

Je n'ai pas dit que la famine était un outil mais bien que la faim était un outil. La nourriture était utilisée comme punition pour faire travailler les gens plus dur ou pour d'autres raisons. Mais le régime n'a pas essayé d'affamer la population. Et c'est important.

[11.25.48]

Pol Pot voulait que les gens soient en bonne santé pour qu'ils puissent travailler dur. À plusieurs reprises, dans ses discours, il a dit qu'il fallait bien nourrir les gens. Mais, dans la pratique, cela ne s'est pas passé ainsi.

Pourquoi?

Parce que lui et le Comité permanent n'ont pas veillé à ce que

cela se passe. Au niveau inférieur, les cadres, qui étaient débordés, ont utilisé la faim comme moyen de contrôle. Le résultat a été un affaiblissement de la population. Beaucoup de gens sont morts de faim, et cetera, et cetera. C'est pour ça que je dis que c'était une arme à double tranchant. C'était un moyen de contrôle au niveau local, mais le résultat a été qu'il y avait moins de main d'œuvre et donc moins de production. Or ce n'était absolument pas ce que voulait la direction.

[11.26.56]

M. LE PRÉSIDENT:

La parole est à la défense de Nuon Chea.

Maître Koppe?

Me KOPPE:

Peut-être ai-je mal entendu ce qui passait dans mes écouteurs, mais j'aimerais apporter un petit rectificatif concernant la citation de la Partie civile.

Je n'ai pas entendu l'expression "la maxime de Lénine", que l'on retrouve dans la citation. J'aimerais donc apporter la rectification nécessaire.

Me MOCH SOVANNARY:

Je passe à la question suivante: il s'agit du mariage forcé. Vous avez déjà dit que le PCK avait fait du Cambodge un État esclavagiste. Les gens n'avaient plus de vie privée, ni le droit de décider avec qui ils se mariaient.

[11.28.09]

Je vais citer un extrait de votre livre. C'est à la page 325 et 326 - ERN: anglais: 00396533 et 34; et, en français: 00639883:

"Le libre choix du conjoint a été explicitement condamné. Pour en souligner l'aspect social, les mariages étaient célébrés collectivement pour 10 couples minimum. Une fois le mariage consommé, les époux vivaient souvent séparément."

Fin de citation.

Q. Concernant le droit de choisir son partenaire, pourriez-vous citer des exemples quant aux moyens qui ont été utilisés pour contraindre les gens à se marier conformément aux instructions de l'Angkar?

M. SHORT:

R. La possibilité de désobéir n'existait pas. Désobéir à l'Angkar aurait signifié la mort. Soit on obtempérait, soit on mourait.

[11.29.58]

Q. Je passe à ma question suivante: il s'agit des repas collectifs dans les coopératives.

Je vais citer la page 245 - en anglais: 00396553; et, en français: 00639908 et 09:

"Les repas communautaires devinrent rapidement un des aspects les plus abhorrés de l'existence sous les Khmers rouges. L'approvisionnement diminua considérablement, car les cuisiniers chapardaient de la nourriture pour eux-mêmes ou pour les chefs de village. La cohésion familiale, déjà soumise à rude épreuve, s'affaiblit encore. Les femmes, notamment, se sentaient

dépouillées de leur rôle traditionnel. Le Peuple de base se vit priver de certains privilèges. Ses membres ne pouvaient plus compléter leur ration avec les produits de leurs arbres fruitiers ou des potagers qu'ils cultivaient près de leur maison.
En effet, ceci appartenait désormais à la communauté, comme tout le reste. Leurs charrettes et leurs bœufs furent saisis, au même titre que les réserves privées de grain, les filets de pêche, les bicyclettes et tout ce qui pouvait distinguer l'individu de la masse.
[11.31.28]
Dans de nombreux villages, les grandes maisons, qui appartenaient aussi à bien des cas au Peuple de base, furent démolies pour fournir du bois destinés à la construction de nouveaux réfectoires communautaires et de huttes uniformes, plus petites, tout juste assez grandes pour y dormir, que l'on édifia à leurs places.
À la campagne, les "chlop", les soldats, les cadres de commune et d'arrondissement, tous ceux qui avaient du pouvoir, mangeaient à part et mieux que correctement. Certains prenaient quatre repas par jour et avaient des cuisiniers attitrés qui leur préparaient leurs plats préférés. Les ouvriers des chemins de fer et certains autres privilégiés bénéficiaient de rations supplémentaires de viande ou de riz."
Ma question à ce sujet est la suivante: d'après vos travaux de recherche sur l'idéologie du communisme et sur les pratiques

généralisées pendant le Kampuchéa démocratique, pouvez-vous nous parler de l'impact direct et prévisible de ces repas communautaires sur la population?
En d'autres termes, pouvez-vous nous expliquer quelles étaient les conséquences sur la population de manger de façon communautaire?
R. Il s'agissait d'une étape supplémentaire vers l'élimination des libertés personnelles. La liberté d'exister en tant que famille, de pouvoir préparer sa propre nourriture peut paraître un détail pour chacun dans ce prétoire. Je pense que ce sont des choses que nous prenons pour acquis. Mais, si on perd ces libertés, les liens familiaux sont affaiblis, et c'est encore une étape vers l'état désiré par l'Angkar, où chacun n'aurait qu'une famille, à savoir la collectivité et l'Organisation, au sens le plus large.
[11.33.52]
Q. Merci.
Vous avez déjà expliqué la séparation des membres de la famille voulue par Angkar. Et, hier, vous avez donné la raison pour cette séparation des familles. Comme vous le savez probablement, au Cambodge, les familles, traditionnellement, vivent ensemble, et la famille la plus étendue est rassemblée, alors que, sous le Kampuchéa démocratique, les membres des familles étaient séparés. Pouvez-vous nous dire quels étaient les impacts et les conséquences de cette politique de séparer les jeunes enfants de

leurs parents?

[11.34.35]

Par ailleurs, pourriez-vous nous dire quel a pu être l'impact psychologique sur les jeunes enfants qui ont été séparés de leurs parents?

R. Encore une fois, n'étant ni psychiatre, ni psychologue, tout ce que je peux dire, c'est qu'aux yeux des Khmers rouges c'était un moyen de fragmenter la société afin que les liens naturels familiaux entre les différents membres de la famille élargie soient rompus et que chaque personne devient une sorte d'atome dépendant d'Angkar uniquement, dépendant du PCK.

Quant à l'impact psychologique, vous faites référence aux jeunes enfants. Il est évident que, une fois… les enfants sont séparés de leurs parents et deviennent dépendants d'une autre organisation, ils sont beaucoup plus faciles à influencer, parce que les liens familiaux et les influences de la famille n'existent plus.

[11.35.41]

Ça, c'était un élément important. Il fallait éduquer une nouvelle génération de Cambodgiens, dédiée aux Khmers rouges, puisqu'ils n'ont rien connu d'autre.

L'autre élément consistait à démolir, ici comme ailleurs, l'individualité de chaque cambodgien.

Q. Merci.

Je vais laisser ce sujet de la séparation des familles pour vous

demander, maintenant, si cette politique a été appliquée dans tout le pays?

Et a-t-elle été appliquée aux cadres haut placés des Khmers rouges? Par exemple, cette politique a-t-elle été appliquée à la famille de Khieu Samphan ou de Ieng Sary à l'époque?

R. Les familles des plus hauts dirigeants étaient… recevaient un traitement spécial. La mère de Khieu Samphan se trouvait à Phnom Penh avec deux domestiques pour l'aider, car elle était très âgée. Son épouse et ses enfants, qui étaient jeunes à l'époque, se trouvaient aussi à Phnom Penh.

[11.37.09]

La mère de Nuon Chea était à Battambang, d'après ce que j'ai pu comprendre, et recevait également un traitement spécial.

Aux échelons supérieurs, c'était différent. Même certains cadres… ou à un échelon inférieur ont réussi à garder leur famille à leur côté à Phnom Penh.

Dans les campagnes et dans les provinces, oui, les cadres de village et de district vivaient avec leur famille. La politique ne s'appliquait pas à eux, et ils mangeaient mieux et recevaient des repas spécifiques.

Pour toute personne ayant un quelconque pouvoir, soit au niveau central, soit aux échelons inférieurs, les conditions étaient bien différentes que celles de la population ordinaire.

Q. Donc, est-ce que j'ai raison de comprendre que la politique de séparation des familles ne s'appliquait qu'aux citoyens

ordinaires, la population de base, et non pas aux familles des dirigeants et des hauts dirigeants, que ce soit en ville ou dans les régions?

R. J'aimerais apporter quand même une réserve. J'ai mentionné les familles des gens comme Khieu Samphan, qui étaient à Phnom Penh, mais ils ne vivaient pas constamment avec leur famille.

Ieng Sary m'a raconté une histoire où lui-même, Vorn Vet, Khieu Samphan et les autres vivaient avec Pol Pot dans les bâtiments de la banque, à K-1.

[11.39.06]

Il y avait une règle que… pour ces dirigeants, ils étaient autorisés à rendre visite à leur famille une fois par semaine. Donc, il y avait quand même une séparation au plus haut niveau. Mais, dans les districts et dans les provinces, je pense que cela ne s'appliquait pas et la famille vivait avec les cadres.

Q. Merci, Monsieur Short.

Je prends un autre extrait de votre livre qui concerne Khieu Samphan qui accompagnait le prince Sihanouk lors de sa visite dans les zones libérées.

Nous sommes à la page 344 à 345 de votre livre - en anglais, l'ERN: 00396541 et 42; 00639894…

Pour la première fois, pendant ses visites en province, il est parti accompagné de Khieu Samphan. Une visite dans les zones Est et Nord, l'autre au Nord-Ouest:

"'Cela m'a bouleversé - écrivit-il plus tard… devant mon peuple

que les Khmers rouges transforment en bétail. Cela m'ouvre aussi les yeux sur la folie des Khmers rouges, que ni moi ni personne au monde n'avait imaginée.'

Le récit qu'il fait de ses voyages respire l'égocentrisme. Il ne cesse de s'y apitoyer sur lui-même et paraît souvent plus scandalisé par… La question qui se posait à lui était limpide. Pouvait-il continuer à servir de prête-nom à un régime qui infligeait de telles souffrances à son peuple?"

Fin de citation.

[11.41.11]

Donc, sur ce sujet et d'après vos recherches concernant cette visite de Sihanouk, savez-vous si le prince Sihanouk a été choqué par les… vous savez donc que le prince Sihanouk a été choqué par les conditions de vie qu'il observait: et j'aimerais savoir si Khieu Samphan a partagé ce point de vue. Et a-t-il observé ces mêmes conditions de vie que le prince Sihanouk a constatées?

R. Non, nous n'avons pas parlé de cette visite. Nous n'avons pas parlé de ses opinions concernant les conditions de vie… dont il a été témoin lors de ce type de visite.

[11.42.12]

Q. Je n'ai plus beaucoup de temps, donc, je vais vous poser une dernière question et me tourner à la page 328 de votre livre. L'ERN, en anglais: 00396536; en français: 00639886 à 87, et je vais lire une citation de cette page:

"La passion et tous les autres sentiments qui constituent la vie

quotidienne étaient considérés comme des expressions d'individualisme qu'il s'agissait d'éradiquer pour le bien de tous. Dans certaines régions du pays, il était même interdit de rire ou de chanter. La voie de l'illumination passait par la souffrance."

Fin de citation.

Voici ma dernière question: à votre connaissance, est-ce que les dirigeants des Khmers rouges estimaient que la souffrance… la souffrance de la population était le prix à payer pour parvenir à leur objectif révolutionnaire?

Était-ce cela leur pensée? Ou avons-nous ici un cas unique, au Cambodge sous les Khmers rouges? Ou bien est-ce que ce genre de situation a pu se produire dans d'autres pays sous régime communiste?

[11.43.59]

R. C'est une triple question que vous posez.

Pour vous répondre en partie, je peux dire que la souffrance était une conséquence collatérale et inévitable d'une politique conçue pour que le pays devienne fort et prospère très rapidement. Les fins justifiaient les moyens. Les fins étaient désirables. Et, si la population souffrait en cours de route, c'était peut-être regrettable, mais inéluctable.

Deuxième aspect de la souffrance - et là, on revient à un sujet que nous avons abordé hier. Le PCK ressemblait en quelque sorte à une secte monastique où la souffrance… où, par la souffrance, on

se transforme, on se purifie… et devient une personne différente et, d'après les Khmers rouges, meilleure.

Donc, la souffrance jouait un rôle positif aux yeux des dirigeants des Khmers rouges. Et il y a des documents et des discours qui l'attestent.

[11.45.27]

Était-ce unique au Cambodge?

Oui, à cette échelle.

Mais on trouve des éléments aussi en Chine, où on se réforme par le travail dur, par la souffrance; en Union soviétique aussi; mais particulièrement en Chine pendant la période maoïste. C'est une idée que l'on retrouve dans d'autres systèmes, mais qui a été poussée beaucoup plus loin sous le Kampuchéa démocratique.

Me MOCH SOVANNARY:

Merci, Monsieur l'expert.

Monsieur le Président, je n'ai plus de questions et je vous remercie de m'avoir permis d'interroger cet expert.

Je cède la parole à ma collègue internationale.

[11.46.19]

INTERROGATOIRE

PAR Me MARTINEAU:

Bonjour, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges.

Bonjour, Monsieur l'expert.

Je n'ai pas beaucoup de temps et je vais vous poser quelques brèves questions.

Mais, dans le suivi de ce que vient de dire ma consœur, vous avez compris que nous sommes particulièrement attachés aux conséquences de ce régime sur la population et sur les parties civiles, que nous représentons, bien évidemment.

Q. Et, pour que nous soyons tous au fait de vos recherches, j'ai une question.

Avez-vous rencontré des victimes du régime?

Parce que, dans ce que nous lisons dans votre livre, les références - peut-être que je les ai mal comprises, hein… mais les références sont surtout: vous avez interrogé des dirigeants, vous avez interrogé des personnes qui ont été très proches des Khmers rouges, mais je n'ai pas le sentiment qu'il y ait beaucoup de victimes qui aient été interrogées.

Mais peut-être que je me trompe?

[11.47.37]

M. SHORT:

R. Vous avez absolument raison. Et c'est un choix délibéré. Il y a énormément d'ouvrages sur le sort des victimes qui ont été extrêmement bien documentés, mais rien n'existait qui tentait d'expliquer la mentalité du régime pour essayer de le comprendre. Mon objectif, en écrivant ce livre et en faisant ces recherches, était de creuser la logique et la pensée de Pol Pot et de son entourage, y compris Khieu Samphan et Nuon Chea, pour essayer de comprendre pourquoi ils ont emprunté ce chemin.

Je cite de nombreuses victimes dans mon livre ou je cite leurs

écrits. Donc, dans ce sens, je pense que c'était équilibré, mais mon but n'était pas de rassembler encore des témoignages de victimes qui avaient déjà été recueillis.

Q. Dans la même veine de… des informations que vous avez pu avoir, j'ai une autre question, une interrogation.

Hier ou avant-hier, je crois que c'est Mme la juge Cartwright qui vous a demandé qui vous aviez interrogé parmi les dirigeants, et elle vous a demandé si vous aviez interrogé Nuon Chea.

Et vous avez répondu "non". Et nous en sommes restés là.

[11.49.02]

Je dois dire que j'aimerais savoir… nous aimerions savoir pourquoi ce choix, encore une fois; puisque Nuon Chea est quand même un personnage – et vous l'avez dit à plusieurs reprises –, l'alter ego de Pol Pot; Chandler également en a parlé, cette osmose entre lui et Pol Pot; et – on en a parlé encore tout à l'heure – ils habitaient tous ensemble, ils se connaissaient très bien.

Et vous aviez là un élément, un personnage qui, effectivement, aurait dû ou pouvait apporter des informations bien que nous sachions que le secret est quelque chose de très important pour Nuon Chea. Mais il a quand même répondu à des journalistes, il a tourné… permis qu'on tourne des films – Gareth, Sambath… Thet Sambath, et cetera –, donc, ce n'est pas un personnage qui était impossible d'approcher, puis il habitait à dix kilomètres de Khieu Samphan.

[11.50.24]
R. La chronologie est très importante, en droit et en histoire. Vous dites que Nuon Chea était facile à approcher, mais nous sommes en 2013 et vous parlez avec ce recul-là, mais, lorsque j'ai commencé, nous étions en 1999 et 2000. Il était impossible d'approcher Nuon Chea. J'ai tenté de le faire. C'était très difficile d'approcher Khieu Samphan. Il a fini par accepter de me voir après 18 mois. Ieng Sary était également difficile à contacter.
À cette époque-là, Nuon Chea n'avait parlé avec personne et refusait de le faire. Il vivait dans une petite maison que j'ai pu visiter bien plus tard, le long de la frontière du Cambodge et de la Thaïlande, à Pailin. Et je pense que c'était cinq ou six années plus tard qu'il… "avant" qu'il n'accepte de voir qui que ce soit.
Donc, ce n'est pas faute d'avoir essayé, mais je pense que vous parlez d'une situation d'il y a treize ans avec les yeux d'aujourd'hui.
Q. Il se peut, mais c'est vrai que c'est une question qui saute un peu aux yeux quand on lit votre livre: l'absence d'interview de Nuon Chea. Mais nous avons la réponse.
[11.51.44]
Je vais passer à une question tout à fait différente. On n'a pas tellement abordé… on l'a abordé indirectement, c'est sur le communisme. Vous dites dans votre livre que les dirigeants Khmers

rouges ont voulu inventer, en fait, leur propre communisme, se dégager de l'orthodoxie marxiste, l'ont même rejeté. Et vous dites qu'ils voulaient un communisme intuitif en quelque sorte. Vous parlez même d'illumination à un moment.

Et vous expliquez également qu'ils se sont servis, pour justifier quelque chose qui était tout à fait étrange pour le marxisme, vous justifiez… ils ont justifié cette… leur attitude par une explication qui est que – vous en avez parlé hier, je crois… qu'en fait, eh bien, on ne caractérise plus l'appartenance à la classe… l'appartenance de classe à une situation économique, mais à un attribut mental. Vous en avez vaguement… vous l'avez évoqué hier rapidement.

Et alors, effectivement, ce qui… ce qui est étonnant – et j'aimerais avoir votre… des explications –, c'est que ces dirigeants khmers rouges ont quand même retenu du marxisme quelque chose qui est très connu: c'est que la religion est l'opium du peuple. Ils ont voulu éradiquer le bouddhisme, et les autres religions d'ailleurs, et, en fait, on a le sentiment quand on lit votre livre, et d'autres d'ailleurs, que le bouddhisme reste le fil conducteur de la mise en place de leur révolution, en quelque sorte, hein? Il y a d'autres exemples: il y a les dix commandements, il y a…

[11.53.52]

Et alors, on peut s'étonner encore de cette contradiction. Il y a beaucoup de contradictions dans ce régime. Et, d'un côté, le

bouddhisme ne doit plus exister, de l'autre côté, on se sert de lui comme charpente de ce nouveau marxisme.

J'aimerais avoir votre avis.

R. Je vous remercie de cette question.

Le communisme est, dans une certaine mesure, toujours national. Marx a posé les principes à la fin, avant que Lénine ne développe le marxisme sur la base ou sur la forme qui a ensuite été reprise par Staline jusqu'à sa mort, en tout cas, au bloc soviétique. La Chine était et est encore un pays d'inspiration confucéenne, et le communisme chinois s'est développé sur la base de cette pensée.

J'ai utilisé le terme "illumination" au Cambodge.

En Chine, dans les documents chinois, on parle de "vertu", qui est un concept de Confucius.

[11.55.18]

Donc, pour moi, il était tout à fait normal, lorsque Pol Pot et le PCK élaboraient un système basé sur des principes marxistes, mais également basé sur ce qu'ils savaient de la Révolution française et de la Commune de Paris, c'était logique que tout cela serait basé sur un fondement bouddhiste. Parce que, afin que le communisme soit pertinent dans un pays, le communisme doit résonner avec les croyances fondamentales de la population. Et, au Cambodge, c'est le bouddhisme.

Donc, je n'y vois pas de contradiction.

Le fait qu'ils cherchent à éliminer la religion bouddhique est,

encore une fois, normal. Cela s'est produit dans d'autres sociétés communistes. Aucun régime communiste ne veut un concurrent en termes d'idéologie, et c'est ça, la religion. [11.56.10]

Q. Oui. Je comprends très bien.

Ce qu'il y a de – je pense – un peu de contradictoire, c'est cet essai d'éradiquer dans la société cambodgienne ce qui est nocif, et entre autres ce que le bouddhisme a produit, et, en fait, on s'en sert.

Nous n'avons pas beaucoup de temps. Je voudrais vous poser une autre question sur quelque chose dont nous avons parlé hier – enfin, vous avez parlé, plutôt: sur l'État esclavagiste. Sovannary Moch en a parlé aussi tout à l'heure. Je voudrais revenir sur cette qualification parce qu'elle est très parlante. Un État esclavagiste, effectivement, c'est… on comprend ce que c'est immédiatement, n'importe qui… et voilà.

Et alors, si on entre dans les détails, c'est très globalisant, hein, cette appellation, qui est, au demeurant… n'est pas fausse, mais il y a quand même des différences de traitement à l'intérieur de la population. Il y a eu des différences de traitement à l'intérieur de la population cambodgienne. [11.57.22]

Le peuple… prenons les… le Peuple de base n'a pas été traité en esclave, en tous les cas, pas immédiatement. Peut-être qu'à la fin on pourrait dire, d'une façon vulgaire, ils ont été des… mais

ils ne l'ont pas été au sens strict du terme, le Peuple de base n'a pas été déchu de ses droits de citoyens.

Le Peuple nouveau a été déchu de ses droits de citoyens. Ils n'ont pas eu le vote. Je sais bien que le droit de vote, en 76, du Peuple de base était théorique, mais il existait. Il existait, alors que le Peuple nouveau… le droit de vote a été supprimé. Alors, je n'ai pas pris les références, mais on en a parlé ici. D'ailleurs, lorsque David Chandler est venu aussi, il l'a bien confirmé, mais je n'ai pas pris les références.

Donc, si vous voulez, ma question était: que pensez-vous de cette différence de traitements?

Parce que je pense que, d'un côté, il y a eu un Peuple de base qui a gardé une certaine citoyenneté, ils étaient toujours Khmers, et, de l'autre côté, un peuple, un groupe qui a été dépossédé de sa citoyenneté et qui a été réduit à la qualité d'ennemi, donc, "à supprimer".

[11.59.03]

R. Je conçois tout à fait cette distinction.

Le terme "État esclavagiste" est un terme générique, alors qu'il y avait bien des différences de degré dans cet esclavage. Les "Peuple de base" étaient soumis à un moindre degré à l'esclavage, mais je dirais qu'ils étaient néanmoins des esclaves, car ils ne pouvaient faire des choix. Ils ne pouvaient pas se déplacer comme ils l'entendaient, ni choisir le lieu où ils habitaient.

Après la mise en place des repas communautaires, ils ne pouvaient

pas choisir ce qu'ils mangeaient. Et les "Peuple de base" ne pouvaient pas non plus décider de ce qui devait… de leurs enfants et qui ils devaient épouser. Vous avez raison: il y avait une divergence, mais cette différence était minimum.

Pour ce qui est du droit de vote, je pense que, dans la mesure où le droit de vote ne signifiait rien, entre ne pas avoir le droit de voter et avoir un droit de vote qui est vide de sens, je doute qu'il y ait beaucoup de différence.

Un État esclavagiste, si on doit vraiment identifier ce qui était particulier, ce qui était unique au Kampuchéa démocratique, c'est le terme "État esclavagiste". Car c'est le seul exemple, la seule fois que cela ne… se soit produit dans l'histoire moderne. Il y a d'autres appellations qu'on pourrait donner mais qui sont critiquables.

[12.0035]

Et j'aimerais dire… je crois, à la fin de votre question, vous avez dit que le Peuple nouveau est devenu un ennemi à supprimer, mais je pense que, ça, c'est aller trop loin.

C'est… le Peuple nouveau était… on se méfiait d'eux, mais on devait les réformer le plus rapidement possible. Le régime ne voulait pas les tuer, mais voulait les transformer en des… afin qu'ils mettent en œuvre leur politique.

Q. Je vais rebondir sur ce que vous… la réponse à ma réponse en citant un passage de votre livre – alors, en français, les ERN, c'est 00639702, 703; et, en anglais: 00396391 – sur l'ennemi.

Vous indiquez à un moment que… vous notez:
"L'ennemi est incurablement hostile."
Ça, c'est normal. Et vous parlez également, dans cette page, d'une ligne de démarcation entre… j'allais dire les bons et les mauvais, c'est-à-dire, si on passe la frontière - vous parlez de la forêt, d'ailleurs… si on passe la frontière, on est d'un côté de la frontière ou on est de l'autre. Et, si on ne peut pas franchir cette frontière… et vous dites:
"Le Peuple nouveau se trouvait de l'autre côté de la frontière, et donc 'leur' existence n'avait aucune valeur."
[12.02.19]
Alors - bon, j'interprète peut-être rapidement le mot "valeur". C'est à la page… en français, page 248, en français -, donc, si le Peuple nouveau n'avait plus aucune valeur, on peut dire qu'il pouvait… on pouvait en faire ce qu'on voulait - soit le travail forcé, soit le supprimer - et que sa… son existence, effectivement, ne pouvait… il pouvait disparaître.
C'était quand même dans l'état d'esprit des dirigeants.
R. Je me souviens du passage sur la démarcation entre "l'autre côté et celui-ci", "le village et la forêt", je n'ai pas les mots exacts. Je pense les avoir écrits avec soin. Vous les avez paraphrasés. C'est quelque part.
Effectivement, vous avez raison. L'existence était bien plus ténue. Cela étant, l'objectif n'était pas d'exterminer tous les Nouveaux; la finalité était d'en faire des serviteurs utiles du

régime. Il y a un grand nombre de discours dans lesquels Pol Pot et d'autres disent qu'il faut leur donner assez à manger pour qu'ils puissent travailler.

Les dirigeants n'auraient eu aucune raison de vouloir anéantir les Nouveaux, car ils en avaient besoin. Ça, c'est aller plus loin que la réalité ou plus loin que ce que j'ai écrit.

[12.04.08]

Me MARTINEAU:

Monsieur le Président, est-ce que je peux poser une dernière question? Parce que je vois que… enfin, je ne vois pas très bien, mais il me semble qu'on est un peu après midi. J'ai une question, simplement.

Merci.

Q. À propos justement de cette population de déportés qui s'est retrouvée à travailler de force, je voudrais parler de la deuxième évacuation - vous l'avez évoquée hier, rapidement… et de parler de quelqu'un que vous citez, mais vous ne le citez pas dans cette partie de son livre, c'est M. Pin Yathay.

[12.04.56]

Et, dans la deuxième évacuation, qui se situe pour lui fin 75, à peu près; donc, il est évacué. Le mensonge, naturellement, on en a parlé. Et je lis très rapidement trois phrases qui sont dans son livre - je veux bien pour les donner à mes confrères les ERN: en français: 00587887; en anglais: 00587609-19; et, en khmer: 5888204-205…

M. LE PRÉSIDENT:

Maître, pourriez-vous ralentir votre cadence lorsque vous citez des références ERN?

Veuillez répéter, à l'intention des interprètes, les ERN.

Me MARTINEAU:

Q. J'ai oublié de le dire: le livre est référencé E3/1811.

Les ERN: en français: 00587887; en anglais: 00587609-19; et, en khmer: 5888204 au 205.

[12.06.26]

C'est simplement… cette deuxième évacuation, le traitement qu'a subi Pin Yathay et sa famille a été très différent… enfin… oui, très différent du traitement dur qu'il avait subi dans sa première évacuation, mais qui était encore "supportable", entre guillemets. Il dit, voilà:

"Pour cette évacuation, nous fûmes deux mille alignés le long de la chaussée – alors, je passe, parce qu'on n'a pas beaucoup de temps –, mis dans des camions, à cent par véhicule, totalement comprimés."

Puis il raconte ce voyage terrible, et il dit:

"À présent, je n'ai rien à espérer. Nous ne sommes plus des êtres humains."

Et, quand ils arrivent en pleine jungle, près de Pursat, il dit que des milliers d'autres déportés sont là à patienter.

Donc, on a un nombre considérable, des milliers de personnes, qui sont transportées d'une façon épouvantable vers des lieux qui

sont la forêt, la jungle, en particulier pour ces milliers de personnes qu'a vues Pin Yathay, alors, ma question, effectivement, est celle-ci:

[12.07.59]

Vous avez… on a beaucoup dit que les dirigeants savaient ce qui se passait, hein? Cette évacuation dans le mensonge pour essayer de faire bouger les gens, c'est une chose, mais on peut se poser la question: comment, puisque l'objectif était de rééquilibrer la main-d'œuvre entre différentes régions et être plus productif, comment des dirigeants sensés – c'était quand même des intellectuels, certains avaient fait des études qui touchaient l'agronomie –, comment ces gens ont accepté le deuxième transfert dans ces conditions?

Le premier, c'était la victoire, la guerre, la rapidité, mais le deuxième pouvait être pensé. Et donc on a le sentiment que ces dirigeants, soit étaient incapables, soit ne réfléchissaient pas, ou alors trouvaient des moyens absolument fulgurants pour pallier leur incapacité ou leur peur peut-être de ne pas réussir?

C'est tout à fait incompréhensible pour… effectivement, avec le recul aussi. Donc, j'aurais voulu votre avis sur ce point.

[12.09.34]

M. SHORT:

R. Vous employez le mot "incapables".

Je pense qu'on n'en a pas parlé à cette audience, mais, l'une des caractéristiques du régime du Kampuchéa démocratique, ça a été

qu'il était incompétent, incapable.

La plupart de ce qu'il a essayé de faire, il l'a raté. L'absence de planification, d'organisation, pour le deuxième transfert de population en est un exemple.

Je ne veux pas relativiser ou minimiser les souffrances du Peuple nouveau, le Peuple de base également, plus ou moins selon les régions, c'était horrible. Mais il y avait deux ou trois éléments.

D'une part, l'incompétence, l'incapacité à bien organiser quoi que ce soit.

Deuxièmement, le très faible niveau d'instruction des cadres de la campagne. La plupart d'entre eux étaient illettrés; ils ne pouvaient recevoir que des instructions orales parce qu'ils ne savaient pas lire les documents.

Troisièmement, la politique selon quoi les Nouveaux étaient sans valeur en ce sens que, si certains d'entre eux mouraient, ce n'était pas si important que cela, cela faisait partie du processus. Même s'ils voulaient qu'il y ait autant de membres du Peuple nouveau qui vivraient, produiraient et travailleraient, ils n'étaient pas considérés comme étant intrinsèquement dépourvus de valeur. Leur valeur était liée à ce qu'ils pouvaient produire. Ces choses étaient donc liées.

[12.11.32]

Q. La dernière toute petite question. Vous avez parlé tout à l'heure des visites de Khieu Samphan dans les campagnes et des

rapports qu'il faisait lorsqu'il revenait. Est-ce que vous avez eu des éléments - ou de M. Khieu Samphan ou des documents - relatifs à ces carences terribles qui sautent aux yeux et qui devaient leur sauter aux yeux puisqu'ils les connaissaient?
R. Non, je n'ai vu aucun document de Khieu Samphan. Il y a des documents d'autres personnes, on a parlé de certains d'entre eux. Je pense que M. Khieu Samphan doit s'être donné comme justification, comme l'a fait la direction, que les souffrances collatérales étaient nécessaires pour parvenir à l'objectif fixé. Je ne pense pas qu'il a dû se poser beaucoup de questions à ce sujet.
Me MARTINEAU:
Moi non plus.
Merci, Monsieur.
Merci, Monsieur le Président.
[12.12.54]
M. LE PRÉSIDENT:
Merci, Maître, et merci à l'expert.
Le moment est venu de suspendre l'audience pour la pause déjeuner. Les débats reprendront à 13h30.
Huissier d'audience, veuillez apporter l'assistance nécessaire à l'expert pendant la pause et le ramener dans le prétoire pour la reprise des débats à 13h30.
Agents de sécurité, veuillez conduire M. Khieu Samphan à la cellule temporaire du sous-sol et le ramener dans le prétoire

pour 13h30.

Suspension de l'audience.

(Suspension de l'audience: 12h13)

(Reprise de l'audience: 13h31)

M. LE PRÉSIDENT:

Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte.

Ce matin, les deux équipes de défense ont soumis une demande concernant le temps qui leur est imparti pour interroger cet expert. La Chambre a fait droit à la demande de prolongement de l'audience d'aujourd'hui et de demain jusqu'à 16h30. Voilà tout le temps supplémentaire qui est accordé à la Défense.

La parole est donc maintenant à la défense de Nuon Chea.

Vous avez la parole.

INTERROGATOIRE

PAR Me KOPPE:

Merci, Monsieur le Président, de cette demi-heure supplémentaire que la Chambre nous accorde. J'essaierai d'aller le plus rapidement possible en interrogeant l'expert.

Bonjour, Monsieur Short. Vous aurez compris, je suis l'avocat de la… l'avocat international de la défense de Nuon Chea, et j'ai de nombreuses questions à vous poser concernant les sujets que vous avez abordés dans votre déposition d'aujourd'hui et d'hier.

[13.33.26]

Je me dois de revenir au début de votre interrogatoire, où vous avez parlé de votre parcours, de vos études et de votre carrière.

J'aurai quelques questions supplémentaires à vous poser.
Q. Vous avez été un correspondant étranger en Chine, à Beijing, pour la BBC. Et donc dans quels autres pays avez-vous joué ce rôle de correspondant étranger?
M. SHORT:
R. J'ai travaillé pour la BBC en Afrique et ensuite à Moscou, suivi de Beijing, ensuite à Paris, et enfin à Tokyo et à Washington.
Q. Donc, à l'époque, lorsque vous étiez à Moscou et à Beijing, c'était donc, à l'époque, des pays communistes?
R. Oui.
[13.34.30]
Q. Pendant combien de temps êtes-vous resté à Moscou et à Beijing?
R. J'ai été à Moscou pendant trois ans, du début de 1974 à la fin de 76. En 1977, je me suis rendu à Beijing, d'où je suis reparti à la fin de 1981.
Q. Il y a deux jours, vous avez aussi parlé de votre parcours universitaire. Vous avez étudié la science et la littérature anglaise. Peut-on donc dire que vous n'êtes pas historien dans le sens académique du mot, vous n'êtes pas, donc, un historien universitaire, si l'on peut dire?
R. Oui, vous avez raison, je n'ai pas étudié ni exercé en tant que professeur ou conférencier en histoire. C'est le cas, d'ailleurs, de nombreux autres historiens.

Q. Tout à fait. Pour être plus précis, on peut dire que vous n'êtes pas un expert universitaire du communisme ou du socialisme, contrairement à David Priestland, ou Archie Brown, ou Steve Heder, par exemple?

[13.36.15]

R. Je ne le suis pas, je ne prétends pas l'être et je ne souhaite pas l'être.

Q. (Début de l'intervention non interprété: inaudible) Avez-vous jamais été… avez-vous jamais publié dans des revues universitaires ou académiques des articles concernant le communisme et ses fondements?

R. On m'a demandé d'évaluer des articles écrits par mes pairs, destinés à être publiés dans ces revues. Je dois dire que, pour la plupart, je n'ai pas été très impressionné. Moi-même, je n'en ai pas écrit.

Q. Peut-on dire que… Parmi ce que vous avez écrit sur le communisme, nous avons vos deux livres: la biographie de Mao et la biographie de Pol Pot. Est-ce exact?

R. Ce n'est pas tout à fait exact. Mon premier livre sur le communisme était un comparatif du système chinois post-Mao et du système soviétique après Khrouchtchev… après Staline - cela s'appelait "The Dragon and the Bear", "Le Dragon et l'Ours" -, et où je comparais l'évolution de ces deux systèmes communistes après la disparition de leurs deux chefs principaux. Khrouchtchev, d'un côté, et Deng Xiaoping, de l'autre, avaient

remplacé les chefs historiques.

[13.38.11]

Q. Et, en préparant ces deux livres respectifs, est-ce que vous vous êtes basé sur des informations que vous avez glanées pendant que vous étiez en poste en tant que correspondant étranger dans ces deux villes?

R. Oui, je crois que l'on peut dire cela. Ma lecture de la presse soviétique, de la littérature et également ma lecture des études en russe, car je lis en russe… En Chine, c'était plutôt une étude parce que le système post-Mao continuait à évoluer pendant que j'y étais. Donc, c'était plus une question d'observation et les transformations de l'appareil communiste. Je me suis basé plutôt là-dessus que sur des archives.

Q. Merci.

Pour revenir au Cambodge, si j'ai bien compris, vous n'étiez jamais venu au Cambodge avant 1975.

R. C'est exact, oui.

[13.39.38]

Q. Vous avez dit dans votre déposition que, pendant la période du Kampuchéa démocratique, vous avez essayé d'obtenir un visa pour venir au pays, mais vous n'avez pas réussi à l'obtenir.

Avez-vous… êtes-vous venu au Cambodge entre 1975 et 1999-2000, où vous avez commencé vos recherches pour votre livre dont nous parlons depuis deux jours?

R. Oui. Je suis venu au Cambodge… il me semble que c'était en 91.

Et vous saurez me corriger sur la date, mais c'était à peu près autour du retour du prince Sihanouk de Beijing, et j'y suis resté environ trois semaines, je crois.

Q. Mais c'était dans le cadre de votre poste de correspondant étranger?

R. (Intervention non interprétée: microphone fermé)

Q. Avant 99, lorsque vous êtes venu ici pour faire des recherches pour votre livre, avez-vous fait d'autres travaux de recherche au Cambodge ou ailleurs, ou est-ce que c'était vraiment en 99 que vous avez commencé à réfléchir et à écrire sur le Cambodge?

R. Ça a commencé en 1999, pendant quatre ans. Entre 99 et 2004 - quatre, cinq ans -, j'ai travaillé sur le livre à plein temps. Je ne faisais rien d'autre.

[13.41.20]

Alors, lorsque j'étais à Beijing, pendant les années 70, je suivais de très près les événements au Kampuchéa démocratique. À l'exception de Bangkok, c'était le meilleur endroit pour le faire. J'avais vraiment un point de vue privilégié, puisque les Chinois étaient les alliés les plus proches, et il y avait à Pékin des gens qui savaient mieux que tout autre ce qui se passait au Kampuchéa démocratique.

Q. Vous venez de nous dire que vous parlez le russe. Parlez-vous le khmer?

R. Non, je ne le parle pas. Malheureusement, il y a des limites au nombre de langues qu'on puisse apprendre.

Q. En effet. Mais, pendant que vous prépariez votre livre, était-ce un handicap pour vous de ne pas savoir parler ni comprendre le khmer?

R. Dans certains cas, bien sûr. Dans d'autres cas, non, puisque Khieu Samphan, par exemple, et Ieng Sary parlaient très bien français. Nous avons donc discuté en français. Cela ne posait aucun problème.

[13.42.47]

Q. Oui, je comprends, mais voici ma question… voici la raison de ma question: le fait de ne pas parler le khmer vous… et le fait de ne pas avoir étudié en détail la culture khmère avant 99, et malgré le fait que… Dans votre livre, vous faites néanmoins, malgré ce fait, de grandes déclarations dans votre livre sur la culture et le comportement khmers; vous dites que les Khmers sont paresseux, qu'ils ont des complexes d'infériorité, vous faites référence au bouddhisme theravada pour aussi expliquer certains phénomènes…

Je vois que mon confrère est debout pour objecter.

M. LE PRÉSIDENT:

L'expert est prié d'attendre.

L'Accusation a la parole.

M. ABDULHAK:

Monsieur le Président, la Défense elle-même fait une grande déclaration et s'efforce de caractériser les travaux de M. Short comme étant composés de grandes déclarations.

Il faut poser des questions concernant des extraits précis de son livre afin que nous puissions lire les extraits, et puis les soumettre à l'expert, et lui poser des questions.

Donc, nous nous opposons à ce type de questionnement.

[13.44.34]

Me KOPPE:

Je comprends l'objection technique, Monsieur le Président, mais j'essaie d'aller plus vite. Nous avons tous lu le livre et M. Short sait ce qu'il a écrit. Donc, j'essaie d'aller plus vite et d'arriver à ma question. Je ne veux pas lui demander s'il l'a bel et bien écrit, parce qu'il sait qu'il l'a écrit, mais j'essaie de savoir comment… quelles étaient les idées derrière ce qu'il a écrit, vu que, à mon avis, il n'avait pas les connaissances pour.

(Discussion entre les juges)

[13.45.35]

M. LE PRÉSIDENT:

L'objection de l'Accusation est fondée et est retenue.

L'expert n'est pas obligé de répondre à la dernière question telle qu'elle était posée par la défense de Nuon Chea.

La défense de Nuon Chea devra se concentrer sur des faits pertinents qui sont devant cette Chambre.

Me KOPPE:

Très bien, Monsieur le Président. Je vais reformuler ma question.

Q. Est-ce que, d'après vos recherches, vous êtes parvenu à la conclusion que, de façon générale, les Khmers avaient un complexe

d'infériorité par rapport au Vietnam?

M. SHORT:

R. Honnêtement, je ne me souviens pas si j'ai employé le terme "complexe d'infériorité" ou pas. Il se peut que je l'aie employé. Il est certain que c'est une façon de décrire cette vulnérabilité particulière que le Cambodge a toujours eue vis-à-vis de ses voisins plus puissants.

Mais un point factuel, justement pour ne pas s'emporter dans des grandes déclarations: je n'ai jamais dit que le peuple khmer était paresseux. Je ne l'ai jamais écrit. J'ai cité… j'en ai cité d'autres qui l'ont dit et, ensuite, j'ai dit qu'on pouvait l'interpréter de différentes manières. Ne travailler simplement autant que besoin pour survivre est peut-être de la paresse pour certains, mais de la sagesse pour d'autres. Je l'ai dit.

[13.47.38]

Q. Tout à fait. Vous vous êtes appuyé sur les propos d'autres personnes pour expliquer ce point. Mais, si j'ai bien compris votre livre, vous essayez également de soulever cette paresse en lien avec la politique du Kampuchéa démocratique. C'était difficile pour les dirigeants de faire… de motiver le peuple khmer à travailler, de les pousser à travailler.

R. En tout cas, les dirigeants du Kampuchéa démocratique en avaient le sentiment. Ils auraient pu employer d'autres moyens pour y arriver. Ils ont choisi un moyen spécifique. Et, oui, je pense qu'ils avaient le sentiment qu'il était très difficile de

faire bouger ce pays. C'est en partie l'explication des méthodes très dures qu'ils ont choisies.

Q. Je vais avancer, Monsieur Short; on a des points plus importants à aborder.

Lorsque vous avez commencé vos recherches pour votre livre, il existait déjà un volume assez important de littérature. On… d'autres avaient déjà écrit sur la période du Kampuchéa démocratique et ses antécédents. Est-ce qu'aujourd'hui vous êtes en mesure de pointer trois choses que vous avez découvertes dans le cadre de vos recherches qui n'avaient jamais été soulevées par Kiernan, Chandler, Heder et d'autres experts? Quelles seraient, d'après vous, les choses, dans votre livre, que vous diriez aujourd'hui que vous l'avez découvert dans le cadre de vos recherches et que d'autres ne l'avaient pas encore soulevé?

[13.50.16]

R. Absolument, sans aucune difficulté. Vous avez mentionné Chandler, Heder et Kiernan. Nous sommes entrés dans un "argument" avec ces autres experts.

Moi, je suis en désaccord avec une bonne partie des écrits de Kiernan; je pense qu'il a écrit trop tôt et qu'il s'est trompé. Les travaux de Chandler sont très solides mais ont été faits très tôt, et il y a des segments tout entiers dans ses livres où il dit "nous ignorons ce qui se passait", "nous ignorons où se trouvait Pol Pot à cette époque ni ce qu'il faisait". Or, dans mon livre, puisque je suis allé rencontrer d'anciens dirigeants

des Khmers rouges et des cadres, nous avons comblé ces lacunes. Nous savons désormais où il se trouvait, ce qu'il faisait. Nous ne savons pas forcément ce qu'il pensait, mais nous savons ce qu'il disait et ce qu'il écrivait pendant cette période qui nous concerne.

Et, pour rappel, mon livre n'est pas une histoire du Kampuchéa démocratique; c'est une biographie de Pol Pot et concerne sa vie.

[13.51.21]

Un autre aspect qui a été abordé, depuis, en grand détail, c'est l'influence du bouddhisme sur la forme que le communisme cambodgien a pris.

Autre sujet qui a été couvert, c'est le format des séances d'étude et ce qui a motivé cette politique égalitaire imposée par les Khmers rouges. Rien n'avait été écrit en détail là-dessus auparavant parce que, du côté des Khmers rouges, les intéressés ne s'étaient pas exprimés.

La différence fondamentale entre mes propres travaux et ceux qui les précèdent est le fait que la vaste majorité des ouvrages précédents étaient écrits… basés sur des sources autres que les Khmers rouges eux-mêmes, alors que je me suis efforcé à baser mon travail sur une compréhension de leur mentalité et de leur finalité.

Q. Je comprends bien votre réponse, Monsieur Short. Vous avez donné votre opinion sur les travaux de Ben Kiernan. Vous dites qu'il s'est passé aussi beaucoup de choses depuis que Chandler a

écrit son dernier ouvrage. Mais, en se basant… en vous basant sur vos interviews ou sur des documents nouveaux que vous auriez découverts, pouvez-vous nous donner un, deux ou trois exemples pertinents de vos propres découvertes?

[13.53.12]

R. Je pensais l'avoir fait à l'instant, mais je peux être plus précis.

Les discussions que Pol Pot a eues avec Mao à Beijing en 1975: aucun texte n'avait été révélé, dans quelque langue que ce soit, auparavant. En Chine, le texte est resté secret dans les archives et n'avait pas été publié ailleurs.

Toute la période où Pol Pot est resté à Rattanakiri et au Bureau 100, il y avait très peu d'informations là-dessus jusqu'à ce que j'en parle avec Ieng Sary et puis d'autres sources qui ont comblé les lacunes.

En fait, vous me demandez de chercher des aiguilles dans un grand volume. Dans le contenu de mon livre, il y a beaucoup de choses qui n'étaient pas… qui n'avaient pas encore été publiées. C'est ça.

Q. Donc, vous venez de dire que vous avez parlé avec Ieng Sary, tout comme d'autres; Steve Heder lui avait parlé. Mais vous avez également dit que Khieu Samphan et Ieng Sary ne tenaient pas à parler des événements après 1975. Vous décrivez également dans votre livre Ieng Sary comme manipulateur. Et donc qu'est-ce qui vous a permis de dire que ce qu'il vous racontait était

réellement quelque chose de nouveau ou qu'il n'avait jamais dit auparavant?

[13.55.12]

R. Ce qui est nouveau, par définition, est quelque chose qui n'a jamais été publié auparavant, qu'on n'a pas su avant. On a parlé ce matin de la chronologie. Oui, d'autres ont parlé avec Ieng Sary, mais pas avant moi; j'étais le premier à l'interviewer en détail. Et nous parlons de l'année 2000. La guerre ou les derniers mouvements se sont terminés en 99. Je me trompe peut-être, mais j'ai l'impression qu'à cette date-là il n'avait pas encore commencé à parler en détail à d'autres personnes sur les premiers jours du mouvement.

Q. Je vais essayer d'aborder cette question d'un autre angle. Concernant le fonctionnement du Kampuchéa démocratique, avez-vous découvert des… une perspective fondamentalement différente par rapport à celle de Chandler ou de Kiernan?

R. Je pense que c'est aux lecteurs d'en juger; ce n'est pas à l'auteur de dire: "Voilà quelque chose que vous n'avez jamais vu auparavant". Vous publiez votre livre, et… on publie son livre, c'est son travail, et puis ce sont les lecteurs qui disent "ah, tout ça, je l'ai déjà lu" ou alors "c'est nouveau, je ne le savais pas, c'est intéressant". Je pense que ce n'est pas vraiment à moi d'en juger.

[13.57.03]

Bien sûr, moi, je pense qu'il y a de nombreux nouveaux éléments

dans mon livre et qu'il y a une nouvelle interprétation et… qui est beaucoup plus complète de ce qui la précède, mais ce n'est pas à moi de le dire.

Q. Savez-vous si Chandler, Kiernan ou Heder ont lu votre livre à des fins de l'évaluer ou de le… Je cherche le mot…

R. (Début de l'intervention non interprétée: inaudible)

David Chandler et Steve Heder ont eu la gentillesse de lire mon manuscrit avant sa publication. C'est gênant. Chandler m'a dit que c'était un chef-d'œuvre que Steve Heder aurait dû écrire mais ne l'avait pas fait. Et Steve, sans faire de commentaires d'ordre général, a pointé quelques éléments et a fait des objections, mais il n'était pas fondamentalement en désaccord avec moi. Steven Heder et moi sommes en désaccord – ça, c'est fondamental –, et il en a fait des commentaires sur la question de savoir si la révolution des Khmers rouges était plus une révolution cambodgienne ou une révolution communiste. C'est un vieil "argument" et c'est un point de désaccord entre nous.

[13.58.36]

Q. Vous en parlez, donc avez-vous incorporé dans votre travail le livre de Steve Heder sur le communisme cambodgien et le modèle vietnamien?

R. Je crois que ce livre a été publié après le mien. Ça a été publié en quelle année?

Q. Dans la même année que votre livre, me semble-t-il.

R. Non, je… Je crois que non. Il a également écrit un livre, "Les

Sept candidats aux poursuites". Ça, oui, je l'avais, mais je n'avais pas l'autre livre.

Q. Je vous pose cette question parce que, dans la préface du livre de Steve Heder… de ce même livre, la préface est écrite par David Chandler en 2003. Donc, il semblerait que David Chandler disposait du manuscrit de cet ouvrage. Donc, avant de terminer votre livre, aviez-vous sous les yeux le manuscrit du livre de Heder?

R. Non, je ne l'avais pas. Je lui ai soumis le mien, mais il ne m'a pas soumis le sien, apparemment.

[14.00.24]

Q. Nous convenons que Steve Heder est un spécialiste important du communisme cambodgien. Avez-vous lu son livre plus tard? Et est-ce que c'est sur la base de ce livre que vous avez trouvé d'autres éclairages concernant l'idéologie khmère rouge?

R. Honnêtement, je ne puis pas vous répondre. Si je l'ai lu, ça a été après la publication, il y a huit ou neuf ans. J'ai travaillé intensément sur d'autres thèmes, depuis lors.

Pourrais-je faire encore une observation? Steve Heder et d'autres comme lui, David Chandler et, pendant un certain temps, Ben Kiernan, ont consacré toute leur énergie, toute leur vie à l'étude du Cambodge. C'est extrêmement ciblé et très approfondi. Mes qualifications sont autres. J'ai examiné les systèmes communismes en Russie et en Chine et j'ai vécu sous ces systèmes. Ce n'est pas leur cas. Moi, j'ai essayé de comprendre différents

systèmes, différentes cultures dans différentes parties du monde, et cela donne un point de vue très différent, tandis qu'eux sont des universitaires qui travaillent uniquement sur un thème. Je ne dis pas que l'un est meilleur que l'autre, c'est simplement différent.

Q. J'essaie de savoir si, après la publication de votre livre, vous avez lu celui de Steve Heder ou si vous avez été en mesure de l'étudier.

[14.02.18]

R. Je ne peux que répéter ma réponse: je ne me souviens pas l'avoir lu. Peut-être l'ai-je lu, mais cela ne m'a pas marqué.

Q. L'Accusation me corrigera, le cas échéant; je pense que Steve Heder a été décrit comme étant le principal spécialiste mondial du communisme cambodgien. Vous déposez ici en tant qu'expert concernant l'idéologie khmère rouge et leur finalité. Vous déposez sans avoir lu le livre du principal spécialiste mondial du communisme cambodgien. N'est-ce pas étrange?

R. Je ne suis pas simplement ici pour répéter les vues d'un autre spécialiste. Je conviens, comme vous, que Steve Heder est probablement le principal spécialiste mondial du communisme cambodgien. Ça ne veut pas dire que nous soyons dans un débat académique. Quelqu'un peut étudier un thème et tirer des conclusions sans pour autant être obligé de lire l'interprétation d'autrui.

Comme je l'ai dit, je l'ai peut-être lu, mais je ne m'en souviens

pas. Cela remonte à près de 10 ans. Depuis lors, j'ai peut-être lu 1 000 livres sur différents thèmes. Vous me posez une question qui concerne une période reculée.

[14.04.06]

Q. Nous reviendrons sur le livre de Heder. J'ai d'autres questions à vous poser.

Hier et aujourd'hui, à quelques occasions, vous avez parlé du secret chez les Khmers rouges presque comme si c'était une obsession. Vous avez parlé de Nuon Chea, qui était le grand maître du secret, etc., etc. Est-ce que cela a constitué un obstacle au moment d'essayer de savoir ce qui se passait dans la tête des dirigeants khmers rouges, pour reprendre vos propos? Nuon Chea, Ieng Sary n'ont pas parlé de la période ultérieure à 75, les autres non plus. Et donc dans quelle mesure est-ce que cela vous a empêché… dans quelle mesure est-ce que cela vous a gêné au moment de tirer les conclusions que vous avez présentées aujourd'hui et hier?

R. J'ai dit que Ieng Sary et Khieu Samphan étaient réticents, ils ne souhaitaient pas s'étendre sur ce thème, mais les deux ont répondu à certaines questions sur cette période. Je pense que le secret était un aspect important du fonctionnement des Khmers rouges. Cela ne leur était pas propre: les communistes vietnamiens utilisaient des messages cryptés, des noms de code dans une mesure considérable, un peu moins qu'au Cambodge; les Chinois, beaucoup moins. Mais ceci faisait partie du système du

Kampuchéa démocratique et du PCK.

[14.06.22]

Cela n'a pas été un obstacle en tant que tel. Ce qui était un obstacle, ce n'était pas le secret, mais plutôt la réticence, compréhensible, que certains avaient à évoquer des questions très polémiques. Le droit de garder le silence, de ne pas s'exprimer existe. Je ne peux pas forcer les gens à parler; je peux simplement essayer de les faire parler et de tirer certaines leçons de ce qu'ils finissent par dire.

Q. Prenons les choses d'un autre point de vue. Votre livre, vos recherches, comme vous l'avez dit, visaient à comprendre l'état d'esprit des dirigeants du Kampuchéa démocratique. Vous vouliez essayer de comprendre pourquoi ils ont fait ce qu'ils ont fait. C'est un projet très ambitieux, d'une part. D'autre part, on pourrait dire que vous n'avez pas pu parler avec Pol Pot, Nuon Chea ni avec aucun autre membre du Comité permanent, à l'exception de Ieng Sary et de Khieu Samphan. À de nombreuses reprises, vous avez dit que vous doutiez de ce que Khieu Samphan avait dit ou écrit. Concernant Ieng Sary, vous avez dit qu'il était sournois et manipulateur. Je me demande avec combien de cadres de rang intermédiaire vous vous êtes entretenu. Comment pouvez-vous dire que vous êtes parvenu à cet objectif très ambitieux consistant à savoir ce qui se passait dans l'esprit de Pol Pot lorsqu'il prenait telle ou telle décision?

[14.08.27]

R. Tout biographe qui prétend savoir ce qu'il y a dans l'esprit de son sujet se berce d'illusions. Une biographie constitue une tentative de se rapprocher d'une personnalité. Alors, à l'époque où j'écrivais, soit juste à la fin de la guérilla, je pense m'être approché autant que raisonnablement possible, mais, comme tout ouvrage, c'est une tentative insuffisante. Ce n'est pas une critique que je m'adresse à moi-même, mais c'est lié à la nature même de la rédaction de biographies.

Q. Je vous rejoins tout à fait. Peut-être ai-je mal écouté, mais je n'ai pas entendu ces réserves concernant les événements, concernant les pensées des dirigeants auparavant.

Je vais prendre un exemple. Vous avez dit que Nuon Chea était l'alter ego de Pol Pot, si je me souviens bien. Nous sommes tous d'accord pour dire que vous n'avez parlé avec aucun d'entre eux, pour dire que vous n'étiez pas sur place lorsqu'ils discutaient entre eux. Je pense que nous pouvons convenir que vous ne vous êtes jamais entretenu avec des gens qui étaient présents lorsqu'ils en parlaient. Et donc comment pouvez-vous dire que Nuon Chea était l'alter ego de Pol Pot? On pourrait peut-être dire que vous pensez que c'était le cas, plutôt que de dire que c'était effectivement le cas.

[14.10.23]

R. Il faudrait reprendre la transcription, mais j'ai souvent utilisé l'expression "ma compréhension des choses est que" ou des expressions équivalentes au fil de mes réponses.

Pour ce qui est du fait que Pol Pot était l'alter ego de Nuon Chea et inversement, je me suis fondé sur des entretiens avec des cadres de niveau intermédiaire avec qui j'ai discuté assez abondamment de cette relation entre les deux personnes. Ce sont des gens qui avaient eu des contacts directs avec les deux, pas ensemble, j'en suis sûr, mais qui étaient en mesure de formuler un jugement, correct ou non, concernant leurs interactions. Et c'est en m'appuyant là-dessus que j'ai dit que, d'après ma compréhension des choses, Pol Pot… ou, plutôt, Nuon Chea était, dans un certain sens, l'alter ego de Pol Pot.

[14.11.21]

Q. Merci pour cette réponse. Si, effectivement, avant de répondre, vous aviez dit "je crois comprendre que" ou encore "il se peut que", à ce moment-là, j'en aurais… je n'en aurais pas conclu que vous étiez certain de certaines politiques ou pensées en rapport avec le Kampuchéa démocratique. En répondant aux questions, vous vouliez exposer votre compréhension des choses, votre hypothèse, votre conclusion; est-ce bien le cas? J'aimerais que vous précisiez.

M. LE PRÉSIDENT:

Monsieur l'expert, veuillez attendre.

La parole est à l'Accusation.

M. ABDULHAK:

À nouveau, nous avons une objection. Cette question est extrêmement large et floue. Je réitère mon objection: si des

déclarations précises peuvent être soumises à l'expert, à ce moment-là, on pourra lui demander s'il en était sûr ou si c'était des conclusions, mais on ne peut pas lui demander de dire que tout ce qu'il a dit pendant deux jours et demi était des choses dont il n'était pas sûr. Cela ne permettrait pas à la Chambre d'obtenir des informations utiles.

[14.13.05]

Me KOPPE:

Je vais être plus précis, même si Short n'est pas un témoin par rapport à certains événements, mais plutôt un expert, et un expert, qui plus est, très intelligent qui est parfaitement à même de comprendre une question d'ordre général. Mais je vais être plus précis.

Q. À de nombreuses occasions, vous avez témoigné au sujet d'une politique relative au traitement des soldats de Lon Nol et des fonctionnaires de Lon Nol. Vous avez dit qu'il existait une politique consistant à les exécuter une fois qu'ils auraient été capturés. Je pourrais vous donner les citations pertinentes, mais je suis certain que vous vous souvenez avoir dit cela.

Voici ma question: quand vous avez dit cela, est-ce que vous vous fondiez sur des preuves suffisantes venant étayer cela, ou bien s'agit-il de votre compréhension des choses et de vos propres conclusions? J'aimerais que vous répondiez précisément.

[14.14.36]

M. SHORT:

R. Dans cet exemple, ce n'est pas une opinion ni une interprétation, mais ce sont des faits. Nous savons que les soldats de Lon Nol, à partir d'un certain rang, certains ont essayé de dissimuler leur rang. Nous savons aussi par des hauts fonctionnaires… à moins qu'ils aient pu dissimuler leur rang, nous savons, donc, qu'ils ont été exécutés. Il y a des témoignages abondants dans ce sens. Il y a des déclarations faites par les Khmers rouges eux-mêmes qui en témoignent. Si vous voulez une liste, je dois reprendre mes notes électroniques et vous dire exactement quelles sont mes sources, mais vous pouvez aussi bien que moi retrouver ces sources.

Je comprends où vous vouliez en venir, mais personne ne peut être sûr de ce qui se passe dans l'esprit d'autrui. Mon livre se fonde sur mes jugements - je dirais "jugement" et non pas "interprétation" ou "conclusion". Mon livre se fonde sur ce qui a été dit dans des documents ou au cours d'interviews avec les personnes que j'ai rencontrées.

[14.16.10]

Q. Même si je m'écarte un peu de ce que j'avais prévu, vous dites qu'il y a beaucoup de témoignages sur la politique d'exécuter les soldats de Lon Nol. Vous dites que même les cadres khmers rouges le disaient.

Je vais prendre un exemple - vous avez écrit là-dessus dans votre livre, vous avez aussi répondu à des questions là-dessus: les exécutions des soldats de Lon Nol à Oudong, en 74. Quelles sont

les preuves concrètes, quelles sont vos sources pour dire que les fonctionnaires ou les soldats de Lon Nol ont été exécutés dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique?

(Courte pause: problème technique)

[14.20.50]

M. LE PRÉSIDENT:

Les débats reprennent.

Maître, pourriez-vous répéter la dernière question?

Me KOPPE:

Merci, Monsieur le Président.

L'expert se souvient de la question.

Q. Je vois, Monsieur Short, que vous cherchez les sources de ce que vous avez déclaré, comme quoi, en fait, les exécutions des soldats de Lon Nol étaient le fruit d'une politique. Je ne vois aucun inconvénient à ce que vous nous indiquiez quelles étaient vos sources.

M. SHORT:

R. Je voulais profiter de la pause pour me rafraîchir la mémoire. La source principale, c'était Phy Phuon. Il y aussi le livre de Deac, il y a une référence à la publication "Réalités cambodgiennes", et il y a aussi des entretiens avec des villageois. Précisément laquelle de ces sources porte sur l'exécution des soldats de Lon Nol, puisque c'est la question qui vous intéresse, 12 ans après cela, je ne peux pas vraiment répondre.

[14.22.15]
Phy Phuon en a certainement parlé. Nous avons assez longuement parlé de la politique consistant à exécuter les soldats faits prisonniers, donc je suis pratiquement certain qu'au moins une partie de ces informations vient de lui.
Q. Si Phy Phuon… Comment avez-vous fait pour vérifier si le rang de Phy Phuon lui permettait de connaître cette politique? Qu'avez-vous fait pour vérifier ce que disait cet Américain et pour vérifier ce qu'il écrivait dans son livre?
Monsieur Short, vous n'êtes pas seulement un auteur, vous êtes aussi correspondant, journaliste de la BBC, qui est une des institutions les plus renommées de la planète. En tant que journaliste, vous savez ce que cela veut dire de vérifier… de revérifier ses sources pour voir d'où ces personnes tiennent leurs informations et pour voir si elles sont bien placées pour être au courant, en l'occurrence d'une politique concernant les exécutions qui ont eu lieu à Oudong, en 74.
Qu'avez-vous fait pour vérifier que vos sources étaient conformes à la vérité?
[14.24.07]
R. Tout comme la politique, la biographie, c'est l'art de l'impossible. On vérifie que ces informations concordent avec d'autres informations. Mais un biographe ou un historien n'est pas un juge. Bien heureusement, les critères de preuve sont différents.

En l'occurrence, Phy Phuon m'a donné sa version. J'ai cité trois autres ensembles de sources car j'ai discuté de cela avec plusieurs villageois. Tout concordait et tout coïncidait avec tous les autres faits que j'ai pu découvrir concernant les Khmers rouges et la période précédant leur arrivée au pouvoir et la période où ils ont été au pouvoir.

Donc, oui, je pense que j'étais en mesure de poser le jugement comme quoi ces informations étaient exactes.

Q. Passons au niveau suivant. Parmi les choses que vous a dites Phy Phuon, qu'est-ce qui vous a fait conclure qu'il existait une politique? A-t-il dit qu'il y avait des instructions adressées à tous les commandants, comme quoi tous les fonctionnaires et soldats de Lon Nol devaient être exécutés? A-t-il mentionné un télégramme où cela figurait? A-t-il évoqué un discours prononcé par Pol Pot ou Nuon Chea à l'intention des hauts cadres et en faisant mention? Est-ce qu'il a dit certaines choses qui vous ont amené à conclure qu'il y avait indubitablement une politique consistant à exécuter les fonctionnaires et soldats de Lon Nol? [14.26.32]

R. Si je ne m'abuse, je n'ai pas dit qu'une politique avait été fixée en haut. Peut-être que je me trompe, mais je pense avoir dit que cela s'est passé.

Dans le cas d'Oudong, ces gens ont été exécutés après être partis. À ma connaissance - et cela ressort des preuves documentaires que j'ai pu découvrir -, il n'y avait pas de

document écrit donnant instruction d'exécuter les anciens hauts fonctionnaires et officiers de Lon Nol. Phy Phuon lui-même a dit que quand les combats ont commencé, en 68, dans le Rattanakiri, il n'y a pas eu d'instructions dans ce sens, mais cela découlait de l'ensemble des politiques appliquées par les Khmers rouges, et les soldats savaient comment ils étaient censés se comporter. Ce n'est pas la même chose que d'avoir un document énonçant des instructions comme quoi il faut tuer telle ou telle personne, mais le résultat était le même. En l'occurrence, ça a été que ces gens appartenant à ces catégories ont été exécutés.

Q. Quel mot précis Phy Phuon a-t-il prononcé qui vous aurait convaincu que chaque soldat khmer rouge savait ce qu'il lui fallait faire? Par exemple, comment les cadres de la zone du Nord-Ouest, en 74, 75, savaient que, à chaque fois qu'ils capturaient des soldats ou des fonctionnaires de Lon Nol, il fallait les exécuter? Comment le savaient-ils? Quelles sont les preuves convaincantes dont vous disposez à ce sujet?

[14.28.31]

R. Ce qui me convainc, c'est que cela s'est passé partout. Comme je l'ai dit, je n'ai pas connaissance de l'existence de documents, mais les chefs de zone se réunissaient de temps en temps, à l'occasion de réunions du Comité central ou de congrès. Ensuite, ils rentraient dans leur région en ayant interprété d'une certaine façon la politique à appliquer. Le résultat… Et cela a eu lieu d'une façon hétérogène, puisque tous n'ont pas été

tués. Mais, en général, cela était le résultat dans l'ensemble du Cambodge. Il est donc difficile de ne pas établir de corrélation entre les réunions centrales – par exemple, les conférences de travail ou les réunions du Comité central –, d'une part, et, d'autre part, ce qui se produit sur le terrain. Mais il n'y a pas de preuve flagrante; il n'y a pas de document signé de la main de Pol Pot ou de Nuon Chea disant qu'il faut faire ceci ou cela.

Q. Je vais passer des propos de Phy Phuon à ce qui s'est produit auparavant. Le cas échéant, vous pouvez indiquer où cela s'est produit avant.

Oudong, c'était 74, donc avant avril 75. Où ont pris place les événements qui illustreraient l'application de cette politique dans le chef des cadres de rang inférieur pour les années 73 et 74?

[14.30.22]

R. Dans ma discussion avec Phy Phuon, nous avons commencé à parler de 1968 bien plus tôt, nous avons… où il a expliqué qu'il s'agissait de créer une démarcation claire entre nous et les ennemis. Oudong est un exemple spécifique que je cite dans mon livre. En avril 1975, lors de la prise de Phnom Penh, à mon avis, nous avons de nombreux éléments confirmant qu'il s'est produit la même chose. Il existe aussi des indications décrites par le Peuple nouveau, qui décrit le sort réservé aux soldats de Lon Nol.

Je ne prétends pas être en mesure de vous dire exactement ce qui

s'est passé dans chaque coin du Cambodge. Je dis simplement que, d'après les traces limitées qui sont à la disposition des historiens, tout concorde. Là où nous avons des éléments pour savoir ce qui s'est passé: les soldats de Lon Nol, à partir d'un certain rang, ont été exécutés, ainsi que des fonctionnaires de haut niveau.

Q. En toute déférence, Monsieur Short, nous parlons d'Oudong, 74, et là vous êtes revenu à Phy Phuon, mais vous ne m'avez toujours pas donné des éléments et des circonstances concrets permettant de convaincre la Chambre qu'une politique, une pratique existait pour exécuter les soldats de Lon Nol. Vous avez dit que ça se passait ailleurs, mais c'est une allégation très grave de dire que cette politique existait avant 1975.

Donc, je vous pose la question très clairement: quels sont les éléments qui vous permettent de dire qu'une politique existait?

[14.32.30]

M. LE PRÉSIDENT:

Veuillez attendre avant de répondre.

L'Accusation, vous avez la parole.

M. ABDULHAK:

J'allais objecter avant, mais je me suis abstenu. Je pensais que mon confrère allait changer de sujet.

La question a été posée à trois reprises, et l'expert a répondu à plusieurs reprises; il a décrit ses sources et le processus parmi lequel… par lequel il est parvenu à sa conclusion. Je pense que

mon confrère insiste trop sur ce point et ne fait que répéter la même question.

Me KOPPE:

Il est vrai que je ne fais que répéter la même question, et c'est parce que je n'ai pas encore entendu de réponse convaincante. Nous parlons d'un incident très concret, en 1974, à Oudong, et nous parlons des sources. Je ne harcèle pas un témoin, j'essaie de comprendre avec cet expert pourquoi il a écrit ce paragraphe à la page 255 de son livre. Et c'est la raison pour laquelle il est là: c'est pour établir les sources.

(Discussion entre les juges)

[14.34.21]

M. LE PRÉSIDENT:

L'objection de l'Accusation par rapport à cette dernière question est fondée et est retenue parce que les questions sont répétitives.

L'expert est prié de ne pas y répondre.

Maître, veuillez avancer.

Me KOPPE:

Je ne suis pas certain d'avoir compris cette décision. Nous sommes à un point critique, et je demande à un expert d'être très précis sur ses sources et leur crédibilité. Je ne vois pas ce que je suis censé faire à part cela.

Q. Monsieur Short, je vais passer à… maintenant aux exécutions à Oudong, donc en laissant de côté la question de la politique.

Vous avez cité un extrait d'un livre écrit par un historien militaire américain. Je me suis référé à ces pages du livre que vous citez. Qu'est-ce qui vous a persuadé que lui savait ce qui s'est passé à Oudong, en 74?

[14.35.49]

M. SHORT:

R. Je l'ai cité, lui, parmi plusieurs sources, pour ce paragraphe en particulier. Je n'ai pas dit… Et, 12 années plus tard, je n'ai absolument aucune idée de ce qui se trouve dans son livre; je n'ai pas de mémoire photographique. Vous l'avez regardé. Lorsque je dis que ces personnes ont été tuées après avoir quitté Oudong, je me suis basé sur mon interview avec Phy Phuon et sur des conversations que j'ai eues avec des villageois, Deac et "Réalités cambodgiennes". Et on peut vérifier ensemble et y revenir. Tout ce que je peux dire, c'est que, à mon point de vue, j'estime que c'est vrai. Vous n'êtes pas obligé de me croire, mais je suis convaincu que c'est exact.

Q. Pour vous citer dans votre propre déposition, peut-on dire que ce que vous avez écrit sur Oudong est suffisamment fiable pour le mettre dans votre livre mais pas suffisamment fiable pour se prononcer ici devant la Chambre?

M. ABDULHAK:

(Intervention non interprétée: microphone fermé)

[14.37.14]

Me KOPPE:

Je retire la question et je vais passer à un autre sujet.
Monsieur le Président, si vous souhaitez annoncer la pause maintenant…
M. LE PRÉSIDENT:
Vous pouvez poursuivre jusqu'à 15 heures.
Me KOPPE:
Merci, Monsieur le Président.
Q. Monsieur Short, j'aimerais lire… vous lire un extrait de votre livre, à la page 10, le premier paragraphe de votre livre. L'ERN en anglais est 00396202; en français, 00639461; c'est la page 21, en français. Voici ce qu'on lit dans votre livre:
"Tout au long de la fin du printemps et du début de l'été 1975, des colonnes d'évacués continuèrent à parcourir le pays: au début du mois de mai, un collègue de Khieu Samphan, Hou Youn, dont la franchise avait commencé à exaspérer les plus hauts échelons de la direction, observa une interminable procession de citadins qui avançait à grand-peine au-delà de la ville bombardée de Skun, à 80 kilomètres au nord-est de Phnom Penh. La vue de leurs feux, qui brûlaient dans la nuit au bord de la route, le hanta."
[14.39.20]
Et puis vous le citez: "Ces gens étaient vraiment misérables, dit-il plus tard à Nuon Chea."
Alors, je crois qu'on conviendra tous les deux que ce passage n'est pas l'un des plus importants de votre livre, mais j'ai une question concernant votre méthodologie où vous vous servez de cet

exemple. C'est quelque chose que disait Nuon Chea. Pourquoi avez-vous inclus ce passage dans votre livre?

M. SHORT:

R. Cela me paraissait important parce que c'est pratiquement le seul exemple que j'ai trouvé où on a non pas un haut dirigeant, parce que Hou Youn ne faisait pas partie des membres des échelons supérieurs, mais quand même un membre d'un groupe influent qui formule des reproches à l'encontre d'un dirigeant du PCK. Je ne suis pas tombé sur d'autres exemples de cela. Ma source, ce sont des entretiens avec Ping Say, qui était avec Hou Youn à l'époque, et Hou Youn lui a raconté ce qu'il avait dit à Nuon Chea.

[14.40.55]

Q. J'ai regardé vos sources et, comme vous… je vois bien que c'est la seule source, et il s'agit de quelque chose que Nuon Chea disait à Hou Youn. Lorsque vous l'avez écrit, qu'est-ce qui vous a persuadé que votre source racontait ce qui s'est réellement passé et que Nuon Chea l'avait dit? Comme vous le savez, vous n'avez qu'une source; les gens racontent beaucoup de choses. Avez-vous cherché à croiser ces informations avec une deuxième source?

R. Il aurait été difficile de trouver une deuxième source. J'étais ravi d'en avoir une et… qui puisse me donner ce type d'information. Ce n'est pas le genre de chose que les gens racontent tous les jours. J'ai passé des heures, de nombreuses heures, pendant plusieurs semaines, et j'ai fait plusieurs

visites espacées de quelques mois avec Ping Say, et nous avons parlé du temps qu'il a passé avec Hou Youn début 75. Lorsqu'on revient à plusieurs reprises en discutant avec la même personne qui continue à vous raconter, finalement, la même chose, cela devient crédible. Et cela me paraissait crédible aussi parce que cela concordait avec tout ce que je savais sur Hou Youn et son attitude vis-à-vis du radicalisme des politiques khmères rouges. Je n'avais aucune raison de le remettre en doute, ni à l'époque ni aujourd'hui.

[14.42.47]

Q. Je ne suis pas en train de dire que cela ne s'est pas produit. Je prends simplement cet exemple. Ce n'est pas très important, mais c'est pour parler de la manière dont vous exploitez vos sources et de montrer que vous n'en avez qu'une.

Avez… utilisiez-vous un mécanisme, lorsque vous n'aviez qu'une seule source, afin de revérifier? Ou, s'il s'agissait d'informations qui n'étaient pas… que vous ne pouviez pas croiser, aviez-vous un système pour les vérifier?

R. Avec tout le respect que je vous dois, vous avez là une démarche de juriste. Vous avez demandé si mes informations étaient suffisamment fiables pour les présenter en justice, et on ne m'a pas permis de répondre. Je dirais que, oui, c'est suffisamment fiable pour être ici en justice, mais ce n'est pas ainsi que j'ai écrit le livre, ce n'est pas ce que j'avais à l'esprit lorsque j'ai écrit le livre; la mise en place de ce

tribunal n'avait pas encore démarré.

[14.44.08]

J'ai l'impression que vous me demandez un niveau de preuve qui n'est pas celui que j'appliquais, moi, en essayant de découvrir la vérité en tant qu'historien. Pour un historien, si une source paraît crédible, et si ce qu'il raconte concorde avec tous les autres faits connus, et s'il n'y a rien pour le contredire, cela devient, donc, une déclaration, à première vue, que… à laquelle on peut se fier.

Q. Alors, je vous pose ces questions parce que j'ai l'impression, en vous entendant, depuis deux jours, que vous vous êtes toujours appuyé sur des sources crédibles et fiables. C'est pour ça que j'insiste là-dessus.

Mais passons à un dernier sujet concernant votre méthodologie, vos sources et l'usage que vous avez fait d'autres publications précédentes.

Alors, certains ne vont pas aimer ce que je vais dire, alors je vais essayer de le dire de la façon la plus neutre qui soit. On pourrait dire qu'avant de commencer à préparer et à écrire votre livre, il y avait à l'époque une interprétation qui prédominait sur ce qui s'est passé à l'époque du Kampuchéa démocratique, et ce narratif était fortement influencé par une influence anglo-américaine et française. Je crois qu'on peut tous convenir que la politique américaine était catastrophique, les Français n'en ont pas fait mieux avant eux, mais tous ces spécialistes ont

étudié et venaient de ces systèmes.
Ma question est difficile, mais je crois que vous comprendrez. Qu'avez-vous fait pour éviter le piège de vous coller à ce narratif anglo-américano-français? Qu'avez-vous fait pour ne pas tomber dans ce piège?
[14.47.22]
R. Avant d'avoir bien avancé dans mes recherches, je n'ai pas lu ce qui avait déjà été écrit – en tout cas, pas beaucoup. C'est une façon d'éviter d'être influencé par ce que d'autres écrivains ont formulé.
C'est une bonne question. C'est vrai qu'il y a un point de vue standard qui est assez complet. Et, par exemple, les écrivains comme Kiernan… Je trouve qu'il s'est fourvoyé à plusieurs moments. Je n'ai pas suivi ni Kiernan ni Chandler en arrivant à l'interprétation que moi-même j'ai trouvé la meilleure pour étudier le système du Kampuchéa démocratique.
Cela étant dit, dès qu'on a un narratif… Bien, je pense qu'une biographie… et je le dis souvent, une biographie vous dit autant sur l'écrivain que sur son sujet. C'est vrai, dans une certaine mesure; nous interprétons et nous comprenons des choses à travers le prisme de notre propre expérience. La mienne est en Chine, et en Union soviétique, et, dans une moindre mesure, au Vietnam et aussi du temps passé ici. Donc, ça, c'est une autre manière d'interpréter les choses.
[14.48.45]

Je reconnais la valeur de votre question. Je ne peux pas vous donner une réponse complète car il n'y en a pas. Tout ce que je peux dire, c'est que j'ai essayé et je suis arrivé avec un autre point de vue, une autre perspective que d'autres auteurs avant moi.

Q. Je comprends votre réponse. Mais pourriez-vous nous donner des exemples concrets? Vous dites avoir étudié les archives chinoises et vietnamiennes. À notre avis, ce qui manque, c'est l'avis des spécialistes chinois sur les faits de la période du Kampuchéa démocratique.

Donc, vous êtes-vous efforcé de vous éloigner de l'interprétation qui dominait et qui domine encore pour essayer de vraiment creuser les choses en profondeur?

R. L'une des difficultés, c'est que ce qu'on raconte aujourd'hui au Vietnam et en Chine, bien, ce narratif ne diffère pas énormément du narratif occidental. C'était différent au début des années 70, lorsque Mao et les ultragauchistes étaient encore au pouvoir à Beijing, mais ça, c'est il y a longtemps. Le seul ajustement, si vous voulez, c'est que… ou la seule différence, c'est que, moi, j'avais étudié, j'étais immergé dans la politique chinoise, et particulièrement pour ce qui est de cette période-là, la Révolution culturelle et la vision des ultragauchistes. Donc, au moins, je connaissais cela et j'ai pu faire des comparaisons et des parallèles avec ce qui s'est passé… avec une révolution dans un autre pays, révolution qui n'était

pas complètement le contraire. Donc, je pense que ça m'a aidé.
[14.51.07]
Q. C'est une bonne transition qui me permet de passer au sujet suivant: l'idéologie des Khmers rouges.
Je vous ai écouté, aujourd'hui et hier, dire que l'idéologie du Kampuchéa démocratique était sui generis. Vous avez dit… employé les termes "la révolution la plus radicale", "des bonds en avant vers un État communiste radical", "révolution la plus radicale au monde", et ainsi de suite.
Pourriez-vous nous expliquer encore quelles étaient les différences fondamentales - non pas en pratique, mais en théorie - entre l'idéologie du Kampuchéa démocratique, d'un côté, et celle des communistes vietnamiens et chinois, de l'autre, voire même, si nous avons le temps d'en parler, l'idéologie soviétique? Je ne parle pas de l'application par les cadres intermédiaires et des horreurs qu'ils ont pu faire; je parle des différences fondamentales dans la théorie.
[14.52.42]
R. Dans le modèle classique marxiste-léniniste, une fois la révolution remportée - c'est le cas en Chine et en Union soviétique, mais c'est plus frappant en Chine -, nous avons une période décrite par Mao comme "la nouvelle démocratie"; c'est la dictature démocratique du peuple, où "ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous". En d'autres termes, c'est un effort temporaire de se concilier et de rassembler toutes les forces qui

ne sont pas activement contre la révolution.

On a vu la même chose après 1917, en Union soviétique. C'était un peu différent parce qu'il y avait la guerre contre les Russes blancs, il y avait l'encerclement occidental, etc., mais, dans les deux pays, c'est le modèle qu'on a vu. On avait une période de nouvelle démocratie où le nouveau régime est en place, et puis vient… plus tard vient la radicalisation. En Chine, c'était après la guerre en Corée.

[14.53.46]

L'idée de Mao, à l'origine, était d'avoir une période de transition d'au moins 12 ans où il y aurait un nouveau front démocratique, et ce n'est qu'après cette période qu'on passerait à des politiques plus fermement communistes.

On n'a jamais envisagé cela au Kampuchéa démocratique. Ça, c'est une des grandes différences. On n'a jamais essayé de rassembler tout le monde au sein d'un front commun.

L'autre différence majeure – et nous l'avons déjà abordée l'autre jour – est que, en Chine et en Russie, on a l'idéologie du prolétariat, de la classe ouvrière, qui est fondamentale. Khieu Samphan m'a expliqué que, au Kampuchéa démocratique, il s'agissait de transformer son esprit. Je me souviens qu'il m'a dit que Pol Pot et Nuon Chea, même si eux-mêmes étaient d'origine bourgeoise et non paysanne, ils ont transformé leur pensée et étaient des communistes et des révolutionnaires, et chacun devait faire de même. C'est une vision du marxisme qui n'est pas du tout

commune. Cela remonte à la Révolution française, qui était une alliance de paysans et d'intellectuels ou de la bourgeoisie, et c'est fondamentalement ce que l'on retrouve au Kampuchéa démocratique. On n'a pas suivi le modèle léniniste.

[14.55.40]

Q. Je vais reformuler la question.

Si on remonte au 16 avril 1975, juste avant la libération de Phnom Penh, en quoi différait l'idéologie, la politique ou la théorie des Khmers rouges par rapport à celle des Vietnamiens, des maoïstes ou d'autres communistes plus tôt dans l'histoire? Je ne vois toujours pas la différence fondamentale théorique entre les Khmers rouges, d'un côté, et les Vietnamiens ou les Chinois, de l'autre.

R. Bien. Prenons 1949, en Chine. Je suis désolé de choisir cela, mais c'est le sujet que je connais le mieux. Donc, 1948, 1949, un grand nombre de fonctionnaires aux échelons inférieurs sous le gouvernement de Tchang Kaï-Chek étaient entièrement lassés de la corruption du régime de Tchang Kaï-Chek et ont salué l'arrivée des communistes à bras ouverts.

Et c'était plus ou moins la même chose à Phnom Penh, où les gens se sont dits: "Enfin! La guerre est terminée et nous allons tous nous unir!"

Je me souviens que la femme de Thiounn Thioeunn… et elle aurait dû le savoir, car elle faisait partie du mouvement, mais elle dit: "Nous avons tous pensé que nous allions rentrer à Phnom Penh

et que j'allais préparer des gâteaux pour mes parents et retrouver une vie normale." C'est ce à quoi les gens s'attendaient et cela ne s'est pas passé.

[14.57.51]

On n'a jamais essayé de s'unir à ceux qui étaient en dehors des rangs des Khmers rouges, rangs qui étaient très étroits. Ça, c'est une différence fondamentale. Alors, vous direz que c'est une différence en pratique, mais, derrière cette pratique, il y a une différence théorique, à savoir: on ne peut pas faire confiance à ceux qui ne font pas partie de notre cercle intérieur.

Me KOPPE:

Monsieur le Président, je vois qu'il est 15 heures. Pourriez-vous me dire…

M. LE PRÉSIDENT:

Nous allons faire une pause de 20 minutes et reprendre à 15h20. Huissier d'audience, veuillez aider l'expert pendant la pause et le raccompagner au prétoire à 15h20.

Merci.

(Suspension de l'audience: 14h58)

(Reprise de l'audience 15h20)

M. LE PRÉSIDENT:

Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

La défense de Nuon Chea a la parole. Elle peut continuer à interroger l'expert.

Me KOPPE:

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur Short, j'aimerais vous lire quelques extraits du livre de Steve Heder: "Le communisme cambodgien et le modèle vietnamien".

Monsieur le Président, j'aimerais faire afficher à l'écran les passages pertinents.

C'est le document E3/22 – ERN, en anglais: 00393644 jusqu'à 75.

Malheureusement, il n'y a ni traduction française ni traduction khmère de cette partie du livre. Il faudra donc se limiter à la version anglaise.

Monsieur le Président, peut-on afficher les passages pertinents?

M. LE PRÉSIDENT:

Je pense que vous devez d'abord demander à l'expert s'il a déjà vu le document.

Huissier d'audience, veuillez remettre le document à l'expert.

[15.22.18]

Me KOPPE:

Merci, mais je pense que M. Short n'est pas sûr de l'avoir lu.

Peut-être peut-il y jeter à nouveau un coup d'œil? Peut-être que cela va lui rafraîchir la mémoire.

Q. Est-ce que vous reconnaissez ce document?

M. SHORT:

(Intervention hors micro)

[15.23.01]

Q. Pourriez-vous répéter votre réponse?
R. Cela me dit quelque chose. Je pense l'avoir lu après avoir achevé mon propre livre. Oui, j'en suis pratiquement certain.
Q. Je vais vous lire quelques extraits de la préface écrite par M. Chandler ainsi que des extraits de l'introduction, car nous n'avons pas le temps d'aborder cela en détail.
À la page VII, en chiffres romains – ERN 00393648 –, voici ce qu'écrit Chandler, je cite:
"Dans son analyse, Heder fait un sort à quatre mythes relatifs au communisme cambodgien qui avaient été acceptés, totalement ou en partie, par beaucoup d'autres auteurs: c'est que le PCK et ses prédécesseurs n'étaient pas communistes du tout, qu'ils étaient contrôlés et qu'ils ont été déviés par une poignée de Cambodgiens intellectuels qui avaient étudié en France, qu'ils ne devaient rien à des modèles étrangers ou à des conseils étrangers, et enfin que du point de vue de la théorie et de la pratique le PCK était fondamentalement maoïste."
[15.24.50]
En guise de contexte, j'aimerais citer d'autres passages.
À la page IX, en chiffres romains – 00393650 –, Chandler écrit ceci:
"Comme le démontre Heder de façon convaincante, la pensée radicale française a été insignifiante dans le développement intellectuel des dirigeants du PCK."
Un peu plus bas à la même page, au sujet de Pol Pot:

"Il est devenu le protégé de cadres vietnamiens et de cadres comme Tou Samouth formés par les Vietnamiens… [L'interprète se reprend:] et de communistes cambodgiens comme Tou Samouth."

Page suivante, chiffres romains, X:

"Après 75, les porte-parole du PCK ont répété que la révolution cambodgienne était sans précédent et qu'elle ne suivait aucun modèle étranger. Cette position renforçait l'aspect nationaliste et quasi utopique de l'Organisation, comme se dénommait lui-même le PCK, et correspondait à son goût pour le secret et pour l'indépendance-souveraineté.

Cependant, comme l'a bien montré Heder, au cours de ces 45 premières années d'histoire, le PCK et ses partis prédécesseurs ont suivi les modèles, les calendriers et les conseils vietnamiens."

Voici ce que dit donc Chandler.

[15.26.39]

Passons à l'introduction écrite par Heder; c'est la page 1 – je donne les ERN: 00393664 –, au milieu de la page, voici ce qu'il écrit:

"Cela permet de comprendre le comportement des communistes cambodgiens, qui ont mis en pratique une série de modèles politiques émanant des communistes vietnamiens, qui voulaient auparavant devenir les chefs de file de la révolution dans la région."

Plus bas, je cite:

"Cela montre comment les Vietnamiens ont appris aux communistes cambodgiens les règles générales de la révolution ainsi que la stratégie révolutionnaire dans le contexte de l'Indochine."

Pour ne pas perdre trop de temps, je vais résumer le reste. Au fond, le principal argument de Steve Heder est le suivant, apparemment: la politique – l'idéologie – du PCK était fondamentalement complètement modelée sur la base de l'exemple de l'idéologie vietnamienne. Nous avons lu ensemble ces passages, est-ce que vous souscrivez à cette idée de Steve Heder?

[15.28.21]

R. Non.

Q. Pourriez-vous préciser?

R. Pour prendre le tout premier extrait, Heder a tout à fait raison lorsqu'il rejette les affirmations selon lesquelles le PCK n'était pas communiste; le PCK était communiste. Ils n'ont pas été détournés par une poignée d'intellectuels, ils devaient beaucoup à des modèles étrangers, et ce n'était pas fondamentalement maoïste. Là-dessus, d'accord. Mais cela rejoint ce que je disais.

Le problème, c'est que Heder considère que le PCK doit être considéré fondamentalement comme un parti communiste parmi d'autres. Pour moi, la forme particulière qu'a prise le PCK correspond à la culture khmère, sa substance bouddhiste, et c'est quelque chose qu'on ne retrouve pas dans d'autres partis communistes, même dans le Parti communiste birman. Nous sommes

donc en désaccord là-dessus.

[15.29.45]

Nous sommes aussi en désaccord concernant la mesure dans laquelle le PCK a considéré le parti vietnamien comme son modèle. Ce type de désaccord est naturel et normal entre des gens qui passent du temps à étudier ces questions.

Q. Je suis d'accord avec vous, de façon générale.

Toutefois, j'aimerais que vous me donniez d'autres arguments en tant qu'expert afin de réfuter les arguments étayés par beaucoup de recherches et étayés par des faits – et ici je fais référence au "premier spécialiste mondial de l'idéologie et de la politique du PCK", pour reprendre les termes utilisés par la partie adverse.

R. C'est tout à fait vrai que les Vietnamiens ont joué un rôle de mentor pour les Cambodgiens, et ce, depuis le début. C'était fondamentalement, au départ, une création vietnamienne. On peut même dire que c'était entièrement, au début, une création des Vietnamiens, et ce, jusqu'à la fin des années 50 ou au début des années 60.

[15.31.11]

Je pense qu'on a parlé du Congrès de 1960, à l'occasion duquel le PCK s'est réuni sans observateurs vietnamiens et sans que les Vietnamiens en aient été informés au préalable. Ensuite – et Heder le mentionne –, il y a eu la visite de Pol Pot à Hanoi, en 65-66, ce qui a été crucial, parce que c'est à ce moment-là que

Pol Pot a réellement décidé que les Vietnamiens voulaient contrôler le PCK. Et, à partir de là, la divergence s'est accentuée.

Si l'on soutient que la politique du PCK était essentiellement fondée sur la politique du Parti des travailleurs vietnamiens, il faut alors expliquer pourquoi, après 75, une série de politiques ont été mises en œuvre au Cambodge, au Kampuchéa démocratique, et une série très différente de politiques ont été mises en œuvre au Vietnam. En effet, ces deux politiques ont été très différentes.

[15.32.19]

Q. Excusez-moi de vous interrompre.

Cela pourrait très bien être causé par des facteurs externes, des menaces perçues ou réelles d'un risque d'hégémonie vietnamienne, la rapidité de la révolution… Au Vietnam, il a fallu plusieurs décennies, tout comme en Chine, pour remporter la victoire.

Il se peut qu'il y ait des différences culturelles entre la Chine, le Vietnam et le Cambodge. Mais, ce qu'il dit, c'est que le PCK était simplement… tout simplement un parti communiste dont l'idéologie ne différait pas de celle des Vietnamiens, voire des Chinois.

Donc, êtes-vous en désaccord avec cette observation-là?

R. Je suis en désaccord avec cette interprétation.

Q. Encore une fois, pour revenir à ma première question d'avant la pause, quelle était la différence cruciale théorique?

Je vous ai demandé de penser au 16 avril 75 (sic). Quelle était

la différence cruciale entre l'idéologie du PCK, d'un côté, et celle des Vietnamiens ou des Chinois, ou même des Soviétiques, de l'autre?

Je ne vois toujours pas, au niveau théorique, quelle était cette différence cruciale.

[15.34.17]

R. Savoir où s'arrête la théorie et où commence la pratique n'est pas facile. Une différence fondamentale – on peut l'appeler théorique ou pratique – est le fait que le parti vietnamien qui était au pouvoir au Nord depuis 64 et avait une longue expérience était basé sur la classe ouvrière, le prolétariat, au Vietnam, alors qu'il n'y avait pas de prolétariat industriel, ou en tout cas rien… aucun qui n'était reconnu par le PCK, tout cela était basé sur les paysans.

En pratique, un parti qui est fondé sur une alliance de paysans et d'intellectuels est fondamentalement différent d'un parti orthodoxe léniniste fondé sur la classe ouvrière, tout comme le Parti vietnamien des ouvriers… des travailleurs.

Q. Je reformule.

Steve Heder utilise le mot "modèle". Alors, êtes-vous d'accord ou pas avec ce mot que le modèle vietnamien a servi de modèle pour le modèle du PCK?

[15.35.42]

R. Je ne suis pas d'accord.

Modèle, oui, pour les débuts de la révolution, à savoir avant

1973. Oui, jusque-là, on voit que les parallèles sont assez proches.

Mais, quand on arrive à l'évacuation des villes, je peux citer la conversation qu'a eue Mao avec Le Duan, le dirigeant vietnamien, où Mao a dit:

"Nous n'aurions pas pu le faire. Et vous?"

Et Le Duan a répondu:

"Non."

Cela aurait été inconcevable au Vietnam, mais c'est ce qu'a fait le PCK. Ça, c'est une grande différence.

Q. Pour résumer, peut-on dire que, si vous aviez pu lire le livre de Heder avant de publier le vôtre, cela n'aura pas changé votre opinion concernant la politique du PCK?

R. Non, ça ne l'aurait pas changée.

Et Steve Heder et moi avons longuement parlé de ces questions. À l'époque, j'ignorais qu'il préparait ce livre - ou peut-être que je le savais, mais je l'ai oublié -, mais nous avons parlé de cela.

Permettez-moi de rajouter que dans cette différence d'interprétation, pour beaucoup, c'est parce que Steven Heder s'est concentré sur le Cambodge et les Vietnamiens… et le Vietnam, alors que, dans mon parcours, j'ai étudié de nombreuses cultures et systèmes différents, et leurs spécificités et leurs différences.

Pourquoi est-ce que le parti chinois et le parti cambodgien sont

différents?
Alors que lui, sa force, c'est la profondeur de ses connaissances concernant ce système-ci, et non pas une étude comparative.
[15.37.53]
Q. J'ai d'autres questions, et aussi dans la suite de celles du juge Lavergne de… du début de la semaine concernant la pensée maoïste et l'idéologie communiste chinoise.
Dans votre livre, vous mentionnez des contacts entre Pol Pot et Mao, Zhou Enlai, et vous avez cité aussi… vous mentionnez les propos très positifs, excessivement positifs, que Pol Pot tenait concernant la Révolution culturelle. Il y a aussi la veuve de Mao, dont je n'oserais pas prononcer le nom.
Dans la deuxième moitié des années 60 et au début des années 70, on parlait beaucoup de la Révolution culturelle. Avant cela, on avait le Grand Bond en avant.
Peut-on dire ou est-ce que c'est une simplification de dire que la politique du PCK cherchait à combiner le Grand Bond en avant avec une révolution culturelle – tout en même temps – pour avancer, tout en s'inspirant de la Chine et son Grand Bond en avant et sa Révolution culturelle?
[15.39.37]
R. Pour ce qui est du Grand Bond en avant, absolument. Celui-ci a servi d'inspiration et de modèle. Ils voulaient le faire et le faire encore mieux.
Quant à la Révolution culturelle, non. C'était l'antithèse de

tout ce qui a été fait au Kampuchéa démocratique. Je pense qu'aucun des dirigeants du PCK – et je dis "je pense", car je ne savais pas ce qu'ils avaient en tête… mais je ne pense pas qu'ils voulaient s'inspirer de la Révolution culturelle. C'était quelque chose qui ressemblait presque à une guerre civile, chose que le Cambodge avait déjà connu. Donc, ils ne voulaient pas que deux groupes rentrent en conflit autour d'une idéologie.

Donc, l'analogie est… avec la Révolution culturelle est fausse. Mais, pour le Grand Bond en avant, oui. Et, lorsque Zhou Enlai a rencontré Khieu Samphan, d'après la documentation chinoise, il lui a dit:

"Vous ne devriez pas emprunter ce chemin. Nous l'avons fait et ce n'était pas une réussite. On avait eu 38 millions de morts et une famine immense, comme vous le savez."

[15.40.58]

Q. Au sujet de la Révolution culturelle, il me semble que vous avez raconté des contacts entre Ieng Sary et des membres de la Bande des Quatre. Lors de votre conversation avec Ieng Sary, vous a-t-il parlé d'une influence quelconque sur lui-même ou sur d'autres de la Révolution culturelle?

R. Pour être honnête, je ne me souviens pas avoir parlé de la Révolution culturelle avec lui. Je sais qu'on tire souvent le parallèle entre ce qui s'est passé au Kampuchéa démocratique et la Révolution culturelle chinoise, mais, d'après ce que je sais de ces deux phénomènes, il n'y avait aucun lien entre les deux.

Q. Mais j'aimerais quand même savoir s'il y a des parallèles et des différences entre la politique des communistes chinois, d'un côté, et la politique et l'idéologie des communistes cambodgiens. D'après vous, quels sont les parallèles qui vous frappent et quelles sont les différences?

Vous avez parlé de la violence, mais je parle plutôt de la théorie.

[15.42.50]

R. Il y avait deux… trois grandes influences:

Le Grand Bond en avant.

Le travail de Lin Biao – c'est un article collectif, en fait, mais signé de Lin Biao – sur le fait que la campagne devrait entourer la ville… aussi bien à l'échelle internationale. En d'autres termes, le tiers-monde va dominer le monde industrialisé, va l'entourer, et au Cambodge aussi. C'est l'un des principes de la guerre de guérilla, c'est qu'on entoure… on occupe la campagne et on entoure les villes. C'est clair que, ça, ça a influencé Pol Pot.

L'idée qu'une révolution pourrait être fondée sur la paysannerie venait également de l'expérience chinoise. Mais, malgré cela, en Chine, il y a… on a toujours insisté sur l'importance du prolétariat industriel. Mao estimait que les paysans se comportaient comme les petits bourgeois, c'est-à-dire: ils se rendaient coupables "des" actes de violence incontrôlables, ils n'étaient pas engagés, tandis que les ouvriers étaient fiables,

c'était la colonne vertébrale d'un parti, et une colonne vertébrale qui était absente pour le PCK.

[15.44.35]

Q. Je vais avancer pour gagner du temps, mais, si on regarde ce qui s'est passé en pratique, en réalité, suite au Grand Bond en avant et suite à la Révolution culturelle, je pense que vous conviendrez, surtout si vous avez lu le livre de Frank Dikötter sur la grande famine et la littérature récente sur la Révolution culturelle, vous conviendrez que le nombre de victimes du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle est énorme.

Si cela ne rentre pas dans le cadre de votre expertise, vous devez le dire, mais, si on prend du recul, cela paraît injuste que d'anciens dirigeants chinois ne soient pas poursuivis, alors que les dirigeants du Kampuchéa démocratique sont poursuivis pénalement pour ce qui s'est produit.

À votre avis, quelle est la différence essentielle entre les agissements des dirigeants chinois dans les années 50 et 60 et les agissements des dirigeants du Kampuchéa démocratique?

[15.45.53]

M. LE PRÉSIDENT:

L'expert, vous devez attendre.

L'Accusation à la parole.

M. ABDULHAK:

Je m'oppose à cette description.

Je ne pense pas que ce soit approprié. Lorsqu'on interroge un

expert, on ne doit pas faire de commentaires quant à qui devrait être poursuivi dans tel ou tel pays.

Si mon confrère veut parler de l'idéologie et de son impact sur le PCK, cela ne me dérange pas, mais je m'oppose à ce commentaire dans le cadre de ces questions.

Me KOPPE:

Je n'incite pas M. Short à s'exprimer sur la responsabilité pénale d'anciens dirigeants chinois. Je suis certain que M. Short comprend ce qui est derrière ma question. Peut-être qu'on devrait laisser à l'expert la marge de répondre.

(Discussion entre les juges)

[15.47.08]

M. LE PRÉSIDENT:

L'objection de l'Accusation à la dernière question de la défense de Nuon Chea est fondée, car la question est dénuée de pertinence.

L'expert ne devra pas y répondre et la Défense devra passer à la question suivante.

Me KOPPE:

C'est dommage, Monsieur le Président. J'aurais bien aimé avoir la réponse et je pense que l'expert aurait bien aimé la donner, mais je passe, Monsieur le Président.

Q. Et, Monsieur Short, passons à… maintenant à des événements plus concrets.

J'aimerais attirer votre attention sur la page 277 de votre livre

- les ERN, en anglais: 00396485; et, en français, la page 357 à 58 du livre: 00639812 à 13.

[15.48.44]

M. LE PRÉSIDENT:

Maître Koppe, veuillez répéter les ERN, qui n'ont pas pu être traduits.

Me KOPPE:

Q. En anglais: 00396485; et, en français: 00639812 à 13.

Ce passage concerne les combats dans la zone Nord-Ouest, le 18 avril ou autour de cette date. Au milieu de cette page, vous dites:

"À une trentaine de kilomètres de la ville, les soldats de Lon Nol étaient placés au centre d'un champ et leurs bras étaient attachés, et ils ont été tués."

Un peu plus loin, sur la même page, vous dites que des massacres similaires se sont produits à travers le Nord-Ouest, à Pailin, le long de la frontière thaïlandaise:

"Les Khmers rouges sont arrivés le 20 avril, et des résidents de villages voisins l'ont raconté plus tard."

Vous dites que:

"Au carrefour de Samlaut, à 25 kilomètres à l'est, ils furent tous tués, tout comme 80 fonctionnaires municipaux."

[15.50.40]

Avant la pause, je vous interrogeais au sujet d'Oudong en 1974. Nous voilà une année plus tard. En répondant à d'autres

questions, vous nous avez dit devant cette Chambre que, à votre avis, une politique visant à exécuter les soldats et fonctionnaires de Lon Nol était en place et que partout au pays ont eu lieu ce type d'exécutions.

Donc, pour décliner ma question: quelle était votre source, qui vous a permis de conclure qu'en 1975, au Nord-Ouest, il y avait encore une politique d'exécution d'anciens soldats et fonctionnaires de Lon Nol? Sur quoi vous êtes-vous fondé?

R. Je regrette de vous décevoir, j'ai regardé mes notes, tout comme vous certainement, et je ne trouve pas de référence pour ce passage.

Ce qui signifie que j'ai omis la référence aux sources sur lesquelles je me suis basé. Et, à l'heure d'aujourd'hui, je ne saurais vous dire qu'elle était ma source. Je suis certain que c'était une source écrite et non pas une interview - mais laquelle? Je regrette, ma réponse n'est pas satisfaisante, mais c'est la vérité. C'est tout ce que je peux vous dire. Je ne me souviens pas d'où vient cette affirmation.

[15.52.22]

Q. Parlez-vous des événements au Nord-Ouest ou faites-vous référence à l'existence ou non d'une politique d'exécution de soldats et fonctionnaires de Lon Nol?

R. Ma réponse concerne les événements à l'extérieur de Battambang, au carrefour de Samlaut, que vous venez de mentionner. Je ne suis pas en mesure aujourd'hui de vous dire

quelle était la source de cette information. J'aurais dû la citer dans les notes de mon livre, mais je ne l'ai pas fait. C'est une erreur de ma part.

Et, aujourd'hui, je ne me souviens pas quelle était la source. Comme je l'ai dit, ces récits sur ce qui s'est passé à cet endroit-là étaient de source écrite, mais je ne saurais pas vous dire laquelle.

Q. Êtes-vous en mesure de parler de quelconques ordres ou instructions provenant du Centre envoyés vers la zone Nord ou Nord-Ouest pour procéder à de telles exécutions?

[15.53.54]

R. En toute déférence, je pense que nous avons déjà parlé de ça. Non, comme je l'ai déjà dit, je n'ai vu aucun document donnant l'ordre aux forces des Khmers rouges dans les différentes zones d'exécuter les soldats et hauts fonctionnaires de Lon Nol. Cependant, cela s'est produit. Et cela s'est produit de façon très similaire partout au Cambodge.

Ça, à première vue… est la preuve que toutes les forces avaient compris qu'il fallait faire de la sorte.

Est-ce qu'un document écrit existait? C'est possible, mais je ne l'ai pas vu.

Ou alors des instructions étaient-elles transmises oralement lors des réunions de travail? C'est possible. Je l'ignore.

Tout ce que je peux dire, c'est que ces exécutions ont eu lieu, et de la même manière partout, ce qui indique qu'il y avait une

harmonisation de la politique à l'échelle nationale.
Q. Bien. Présumons que vous avez raison de dire que cela s'est produit partout.
Dans ce cas-là, comment concluez-vous que ce qui s'est produit résultait de l'application d'une politique et non pas, par exemple, d'actions de revanche – "compréhensibles", entre guillemets – prises par des membres des Khmers rouges contre les soldats de Lon Nol?
[15.55.55]
On venait de traverser une guerre sanglante de cinq années. Vous écrivez que les soldats Lon Nol ne traitaient pas très bien les cadres khmers rouges. S'ils les arrêtaient, ils les exécutaient. Comment faire la distinction entre ce qui aurait pu être une revanche prise par les cadres et commandants locaux et non pas le résultat d'une politique à l'échelle nationale?
R. Je crois que nous avons convenu cette semaine que, s'il y avait un élément qui caractérisait le mouvement du PCK, c'était la discipline extrêmement rigide.
On a beaucoup de mal à croire, dans ces circonstances, que des commandants – individuels – auraient autorisé leurs troupes à prendre cette revanche de façon aussi complète et répandue, sauf s'ils avaient compris que c'était… qu'il fallait agir de la sorte.
Il y "avait" quelques endroits où les soldats de Lon Nol n'ont pas été exécutés, où les hauts fonctionnaires ont été envoyés en

rééducation, mais dans des conditions extrêmement dures dont très peu sont sortis vivants. Ce sont des exceptions qui confirment la règle, mais des exceptions existaient, surtout dans la zone Est.

[15.57.47]

Cependant, en tenant compte de cela – et c'est ce qui rend la situation générale plus crédible, car on voit quand même de petites variations à l'échelle du pays –, la situation est plus ou moins uniforme.

Sous un régime aussi discipliné, avec une armée aussi disciplinée, il y a au moins une forte présomption qu'il y avait une compréhension qui découlait d'une instruction, d'un ordre ou d'une politique centralisée.

Q. Désolé de vous interrompre.

Nous sommes en 1975. Quelles sont vos sources? Qu'est-ce qui vous permet de dire que ce qui se passait au Nord-Ouest se passait également à l'Est ou autour de Phnom Penh, ou dans la ville? Pourriez-vous nous donner un exemple de preuve irréfutable de la présence d'une… des actions systématiques d'arrestation et d'exécution des soldats de Lon Nol?

[15.59.01]

R. Hier, nous avons parlé de l'exode. Il faudrait que je reprenne les détails, mais Hang Thun Hak, l'ancien Premier ministre, et un autre fonctionnaire ont été renvoyés à Beijing (sic), où ils "étaient" exécutés au Stade olympique. Et les autres officiers ont été "raccompagnés" dans les rizières et frappés à mort.

On a lu d'ailleurs ce passage de mon livre qui décrit… qui est le récit d'un témoin direct de ce défilé et de la… du tri de ces prisonniers. Et nous avons de nombreux éléments de preuve de ce type.

On peut dire que le témoin oculaire a inventé cette histoire, mais, lorsque tout concorde avec cela et lorsque aucune preuve concordante n'existe pour le contredire, je pense qu'un historien l'accepte tout simplement.

Q. Je comprends votre réponse, mais, malgré cela – désolé si je me répète –, mais, au lieu de citer le témoignage d'un témoin inconnu que vous reprenez dans votre livre, pouvez-vous nous donner des éléments, des indications concrètes, qui confirment que cela s'est réellement passé de façon systématique en 75? [16.00.52]

R. Oui. Il y a différentes sources de preuve correspondant à différentes régions. Si vous me donnez une semaine pour passer en revue tous les documents que j'ai accumulés à Paris, je pourrais sûrement établir la liste des personnes qui ont témoigné en disant à quel endroit les événements en question auraient eu lieu.

Pour l'instant, je ne peux que citer un cas que comme je l'ai fait. Je ne veux pas vous manquer de respect, mais, si ce que dit un témoin concorde avec notre témoignage et qu'il n'y a rien qui va dans le sens opposé, c'est valable. Et, pour un historien, c'est considéré comme fiable. Voilà donc le jugement que je porte

sur les témoignages et les témoins oculaires. Et j'ai conclu qu'il existait un caractère systématique, découlant d'une compréhension d'un principe centralisé.

Q. Pour vous, il y avait donc un caractère systématique. Ce disant, vous vous fondez sur le seul fait que les récits des témoignages concordent et non pas sur le fait qu'une source indique que l'ordre a été donné au niveau central d'agir de la sorte?

[16.02.48]

R. J'accepte ce que vous dites.

Non, je n'ai pas de preuves, je l'ai déjà dit. Je n'ai pas de preuves de l'existence d'un ordre du Comité permanent, de Nuon Chea ou de Pol Pot. À ma connaissance, il n'y a pas de preuve que des instructions officielles écrites aient été données.

Le caractère récurrent me semble constituer la preuve de l'existence de cette compréhension d'une instruction communiquée par je ne sais quel moyen, mais qui explique le caractère plutôt homogène de la mise en œuvre de cette politique.

Q. Supposons que vous ayez raison et qu'effectivement il ait existé une politique consistant à arrêter et exécuter les anciens soldats et fonctionnaires de Lon Nol. Même si vous n'avez vu aucune preuve, selon vous, comment est-ce que cela aurait été communiqué?

Voici pourquoi je pose la question: je crois que vous n'êtes pas au courant des exécutions d'un endroit appelé Tuol Po Chrey, dans

le Nord-Ouest. Cela dit, certains éléments pourraient donner à penser que des ordres d'exécuter ces gens pouvaient généralement être donnés au cours de réunions publiques, des réunions de formation politique publiques.

[16.04.35]

Supposons donc qu'une telle politique ait existé. Compte tenu de ce que vous savez sur les structures et les communications, de quelle manière un tel ordre était-il communiqué aux commandants de zone, de division ou autres?

R. Il y avait essentiellement deux manières de communiquer. D'une part, les télégrammes cryptés. Avant 75, on a utilisé davantage les messagers. Ça a continué après 75. Parce que les télégrammes, la communication par radio, risquaient d'être interceptés. Or, le secret était le leitmotiv du régime.

[16.05.39]

Je ne connais pas le cas que vous citez, mais nous avons examiné un document, et il y en a d'autres. L'autre jour, nous avons examiné un document indiquant qu'il ne fallait pas discuter devant les masses de l'élimination des contre-révolutionnaires. D'après tous les récits publiés depuis lors, il ressort que la pratique, c'était que les gens n'étaient pas emmenés pour être exécutés publiquement. Le plus souvent, ils disparaissaient simplement. Ils partaient pour une forêt dans l'ouest, ce qui était un site d'exécution à l'extérieur du village. Et la disparition était une bien meilleure manière de diffuser la peur

et de contraindre à l'obéissance qu'une exécution publique.
Q. En résumé, est-ce que vous dites qu'il est peu probable qu'une communication selon laquelle il fallait exécuter les soldats de Lon Nol ait été communiquée à des cadres à l'occasion de rassemblements publics ou semi-publics? Est-ce exact?
R. Je penserais que c'est exact.
Avant 75, comme on le sait, il y a eu des avertissements. Khieu Samphan, Hou Youn, qui disent que si l'on veut se sauver il faut se rallier immédiatement à la révolution, sans attendre. Mais, après avril 75, non. Je serais surpris - et ce serait exceptionnel - si un tel ordre "était" communiqué de manière publique, quelle qu'elle soit.
[16.07.44]
Q. Faisons une digression.
À votre avis, est-ce que cela vaudrait également pour les ordres ou décisions tendant à procéder à des purges parmi les cadres? À votre avis, est-il très peu probable que Nuon Chea ou Pol Pot, par exemple, aient pris la parole devant des cadres dans la zone X ou Y pour dire que telle ou telle personne devait être liquidée?
R. Je dirais que c'est extrêmement peu probable.
Il y a des cas, nous le savons, où des messagers ont été envoyés par le bureau général du Comité permanent vers la zone Est, par exemple. Là, ils devaient donner l'ordre de procéder à des purges contre des officiers de haut rang, mais c'étaient des messagers

qui opéraient de façon secrète et non publique.
Q. Donc, d'après vous, les cadres subalternes ou de rang intermédiaire, les commandants, n'ont pas reçu d'ordre d'exécuter qui que ce soit au cours d'une session d'éducation politique à caractère formel?
[16.09.12]
R. Je serais étonné si de tels ordres "étaient" donnés accompagnés de noms.
Nous savons que Son Sen a pris la parole devant des cadres militaires. Il a dit qu'il fallait éliminer des gens, mais il n'a pas cité le nom de ceux qu'il fallait liquider. Dans bien des cas, c'était un appel à la vigilance. Et, après l'arrestation de certains éléments, d'autres ont été soupçonnés, mais on n'a jamais cité le nom de ceux à arrêter.
Voilà ma meilleure interprétation.
Q. Merci.
Revenons au sort des soldats et fonctionnaires de Lon Nol. Je suis bien conscient que vous n'avez aucun détail sur ce qui a pu se produire dans la province de Pursat et à Tuol Po Chrey, mais il y a des éléments qui pourraient donner à croire qu'après la bataille finale de la forteresse de Tuol Po Chrey les fonctionnaires de Lon Nol ont plus ou moins été attirés par la ruse à une réunion à la maison provinciale. Là, ils ont entendu un discours. On leur a promis qu'ils seraient rééduqués et qu'ils pourraient rencontrer le roi. Et, selon certaines preuves, il se

peut que ces gens aient quitté la maison provinciale heureux, en pensant qu'ils allaient réellement rencontrer le roi. C'est une sorte de stratagème visant à attirer les fonctionnaires de la province vers leur mort.

Avez-vous entendu des choses ou vu des preuves donnant à penser qu'un tel stratagème aurait pu être utilisé à Phnom Penh ou dans d'autres villes?

[16.11.26]

R. C'est exactement ce qui s'est produit à Battambang. Là, on a dit aux officiers de revêtir leur uniforme parce qu'ils allaient être présentés au prince Sihanouk, à Phnom Penh. Ils ont été tués rapidement en cours de route.

Q. Comme vous le savez, Battambang est dans le Nord-Ouest. Vous n'avez pas donné de preuves concrètes de ce qui s'est passé à Battambang. Nous venons simplement d'entendre vos paroles. Savez-vous si ces ruses ont été utilisées ailleurs que dans la zone Nord-Ouest?

R. Non. Mais ce n'est pas étonnant. Il y avait pas mal de latitude laissée aux commandants de zone quant à ce qu'ils faisaient. L'objectif était fixe, mais c'était à eux de choisir les moyens. D'où les différences d'une région à l'autre.

[16.12.51]

Q. Monsieur Short, vous avez écrit des choses sur le commandant de la zone Nord-Ouest, vous savez donc de qui il s'agissait; dans le cas contraire, je peux donner son nom.

Veuillez allumer votre micro.

L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS:

Réponse inaudible.

M. SHORT:

R. Ros Nhim.

Me KOPPE:

Q. Ros Nhim? D'accord.

Vous souvenez-vous de ce que vous avez écrit sur lui? Vous souvenez-vous avoir parlé de lui avec d'autres personnes?

R. Je suis désolé, je pense que je vais devoir consulter mon livre ou mes notes pour me rafraîchir la mémoire. De mémoire, comme ça, douze ans après, je ne m'en souviens pas.

[16.13.57]

Q. Peut-on dire que c'est un Issarak de la vieille école, des années 40, qui était là depuis le début, qui avait connu les années 50 et 60 avec les Khmers rouges ou le PCK - ou quelle que soit l'appellation qui existait à l'époque?

R. Je pense que c'était le cas de tous les chefs de zone, à l'exception de Chou Chet, qui est devenu chef de la zone Ouest quand elle a été créée.

Mais, pour tous les autres, So Phim, Ke Pauk, Ros Nhim, Ta Mok, j'en oublie certains, mais tous étaient d'anciens Issarak.

Q. Dans votre livre, vous établissez une distinction entre, d'une part, les intellectuels et, d'autre part, une fois de plus, les cadres endurcis de la vieille école et du mouvement Issarak,

est-ce exact?

R. Oui.

Q. Pourriez-vous préciser cette distinction entre ces deux groupes?

[16.15.39]

R. L'une des raisons pour lesquelles Pol Pot a été choisi comme secrétaire du PCK plutôt que Nuon Chea en 73, après l'arrestation de Tou Samouth, c'était parce qu'on pensait qu'il était capable de rassembler ces deux groupes. Cela ne s'est jamais complètement produit, et cela est resté une source de friction pendant toute la durée du Kampuchéa démocratique.

On en a parlé l'autre jour. Il y a des aveux dans lesquels des dirigeants arrêtés parlent de "maisons de chaume", c'était les Issarak, et de "maisons de briques", à savoir les étudiants rentrés de Paris. Ça a toujours été une source de friction.

Je me souviens que Khieu Samphan m'a dit un jour que ceux qui étaient vraiment responsables de toutes les abominations c'était les anciens Issarak qui étaient devenus des seigneurs de guerre, des chefs de zone dans les provinces.

[16.16.58]

Q. Vous rappelez vous si Ros Nhim était l'un de ces seigneurs de guerre qui agissaient de manière autonome sans nécessairement recevoir des ordres d'autrui?

M. LE PRÉSIDENT:

Monsieur l'expert, veuillez attendre.

La parole est à l'Accusation.

M. ABDULHAK:

Je dois soulever une objection concernant le contenu de la question, car celle-ci déforme la réponse précédente.

Dire que les Issarak sont ceux qui ont été responsables des crimes parce qu'ils agissaient de leur plein gré sans aucune instruction, je pense, si j'ai bien compris l'expert, que cela découle d'une réponse de Khieu Samphan.

Ce n'est pas l'expert lui-même qui a présenté une telle conclusion. Je m'oppose donc à ce qu'on présente cela comme un fait ou comme une conclusion tirée par l'expert.

[16.18.01]

Me KOPPE:

Je vais reformuler.

Q. À votre avis, y avait-il une différence entre les agissements des seigneurs de guerre Issarak, d'une part, et les idées et politiques d'intellectuels comme Nuon Chea et Khieu Samphan, d'autre part?

R. J'aurais réitéré l'idée qu'effectivement cette affirmation comme quoi les seigneurs de guerre étaient responsables des problèmes constituait l'avis de Khieu Samphan. Je ne me l'approprierais sûrement pas.

Tout porte à croire que les anciens dirigeants Issarak obéissaient assez scrupuleusement aux politiques édictées au niveau du Centre. Il y a des fois où ils n'obéissaient pas

directement à Pol Pot ou à Nuon Chea.

[16.19.19]

Je pense à François Bizot. Il raconte qu'après sa libération par Duch, suite aux instructions de Pol Pot, Ta Mok, qui était sûrement celui des seigneurs de guerre qui s'exprimait dans les termes les plus forts… Ta Mok avait dit que le Comité central ne savait pas ce qu'il faisait, que Bizot était un espion américain qu'il n'aurait jamais fallu remettre en liberté. Or, il a été libéré. Ta Mok a accepté les instructions du Centre.

C'est un petit exemple, mais, parmi les Issarak ou les anciens Issarak devenus chefs de zone, personne n'allait désobéir par rapport aux ordres émanant du Centre.

Q. Je suppose que vous savez ce qui est arrivé à Ros Nhim en 78?

R. Ma mémoire n'est pas très précise, mais je pense que je n'ai guère de chance de me tromper si je dis qu'il a été exécuté.

Q. Savez-vous pourquoi?

R. Je n'ai pas autant de détails en mémoire.

[16.20.47]

Q. Avez-vous eu connaissance de preuves qu'il aurait été exécuté parce qu'il n'obéissait pas aux ordres ou instructions émanant du Centre?

R. Si vous voulez que je vous donne une réponse un peu intelligente, vous devrez me laisser consulter mon livre, car je n'ai pas étudié cela par cœur et cela remonte à un certain temps.

Q. Si vous m'y autorisez, je pourrais y revenir demain, ainsi

vous aurez le temps de consulter vos documents.
Nous avons pris des exemples d'exécutions dans la zone Nord-Ouest en avril 75, se peut-il que ces exécutions aient été ordonnées par Ros Nhim sans qu'il ait dû en recevoir l'autorisation de la part de Pol Pot, Nuon Chea ou d'autres membres du Comité permanent?
M. LE PRÉSIDENT:
Monsieur l'expert, veuillez attendre.
La parole est au coprocureur.
[16.22.17]
M. ABDULHAK:
Je dois soulever une objection.
L'expert, en effet, a dit qu'il n'avait pas les documents à sa disposition actuellement, il n'a pas pu dire grand-chose sur Tuol Po Chrey et Battambang.
À présent, voilà qu'on lui demande s'il se peut que Ros Nhim ait fait ceci ou cela, cela revient tout simplement à l'inviter à se livrer à de la pure conjecture.
Me KOPPE:
Autrefois, c'est mon confrère lui-même qui a invité des témoins à spéculer, mais, soit, je vais reformuler.
Q. Parlons, en général, des structures de communication, du rôle des commandants locaux par opposition au Centre. Parlons des chefs de guerre, des Issarak, sur les champs de bataille, un peu après les combats. Se peut-il que des chefs de zone aient décidé

tout seuls de faire exécuter les soldats et fonctionnaires de Lon Nol?

[16.23.40]

M. SHORT:

R. Je comprends l'intention sous-jacente à votre question, je vois bien pourquoi vous me la posez.

Les chefs de zone n'auraient pas pu agir à l'encontre du consensus politique général ou à l'extérieur de ce consensus fixé par le Centre. Il ne s'agit pas d'une armée qui se livre à des actes de banditisme à grande échelle et qui, de sa propre initiative, se livre à des massacres, c'est une armée qui était de petite taille. Ce n'était pas des forces énormes, ces forces étaient contrôlées de façon rigide.

Certes, il y a eu des cas individuels de pillage - c'était inévitable -, mais des exécutions à grande échelle et systématiques de certains groupes particuliers, non. Cela me semble inconcevable que cela ait pu se produire en l'absence d'un large consensus déjà fixé.

[16.24.58]

Q. C'est ici que je ne vous suis plus.

Les Américains ont tué beaucoup d'innocents à My Lai en 68; il n'y avait pas d'instructions en ce sens. Comme nous le savons, à l'époque, les communications étaient très difficiles. Je me souviens d'un passage de votre livre où vous dites que parfois il fallait jusqu'à un mois pour qu'un message arrive à destination.

Comment pouvez-vous être si sûr que les décisions et actes individuels des chefs de zone étaient impossibles?

R. Quand nous disons que parfois il fallait un mois pour qu'un message arrive à destination, c'était en 71, quand on venait d'établir le quartier général à Kampong Thom.

Plus tard, un réseau de messagers digne de ce nom, avec des postes de relais et tout le reste, a été mis en place. Ça s'est amélioré et ils ont également mis au point une capacité sans fil.

Vous parlez de My Lai. Je pense qu'il est communément admis que ça a été un événement relativement limité - je suis désolé d'employer ce terme -, mais assez limité de la part d'un groupe d'Américains fourvoyés. Il ne s'agit pas d'arrêter et d'exécuter des centaines de personnes après les avoir tabassées. Bien sûr, des personnes ont été tuées, des groupes ont été tués sans qu'il y ait eu d'ordre dans ce sens. C'était, entre guillemets, "des atrocités à petite échelle".

Mais, ici, il s'agit de l'exécution systématique d'un groupe tout entier. En toute déférence, cela n'est pas comparable.

[16.27.11]

Me KOPPE:

Monsieur le Président, même s'il me reste quelques minutes, vu qu'il est tard et que j'ai l'intention de passer à un autre thème, je considère que j'ai fait usage de la demi-heure qui m'a été allouée.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci, Maître.

Merci à l'expert.

Le moment est venu de lever l'audience.

La prochaine audience aura lieu demain matin, le mercredi (sic) 9 mai 2013. L'audience commencera à 9 heures.

Nous continuerons d'entendre la déposition de l'expert Philip Short. Il sera interrogé par les deux équipes de défense.

Monsieur Short, votre déposition n'est pas terminée. La Chambre souhaite vous entendre à nouveau demain. Vous êtes donc prié de vous présenter à nouveau demain avant 9 heures.

Huissier d'audience, en collaboration avec l'Unité d'appui aux témoins et experts, veuillez aider le témoin à rentrer là où il loge et le ramener demain pour 9 heures

Je constate que l'avocate de la défense s'est levée.

Je vous en prie.

Me GUISSÉ:

Merci, Monsieur le Président.

Je ne rallonge pas inutilement l'audience. Je voudrais simplement avoir l'autorisation de la Chambre de donner à M. Short une liste avec les différentes pages listées de son ouvrage en anglais pour qu'il puisse éventuellement les relire avant demain, pour éviter de perdre du temps en audience, qu'il puisse se rafraîchir la mémoire.

Et je voudrais également lui donner deux ou trois documents qui ont été placés sur l'interface, de façon à ce que, également, il

puisse se familiariser avec ces documents, pour que les choses soient plus rapides, demain, lors de mes questions.

M. LE PRÉSIDENT:

Je vous en prie.

Huissier d'audience, veuillez aller chercher ces documents et les remettre à l'expert pour qu'il puisse les examiner ce soir.

Agents de sécurité, veuillez conduire les deux accusés, Nuon Chea et Khieu Samphan, au centre de détention. Veuillez les ramener demain avant 9 heures. Nuon Chea devra être conduit à la cellule temporaire du sous-sol, d'où il pourra suivre l'audience.

L'audience est levée.

(Levée de l'audience: 16h30)